

NOTE DE TRANSMISSION

du Secrétariat

à la Convention

Objet : **Fiche d'analyse des propositions d'amendements concernant l'espace de liberté, de sécurité et de justice :**
Projet d'article 31 (Partie I) et projet d'articles de la Partie II

Les membres trouveront en annexe la fiche d'analyse des propositions d'amendements concernant l'espace de liberté, de sécurité et de justice : projet d'article 31 (partie I) et projet d'articles de la Partie II.

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS CONCERNANT
L'ESPACE DE LIBERTE , DE SECURITE ET DE JUSTICE
PROJET D'ARTICLE 31, PARTIE I
ET PROJET D'ARTICLES DE LA PARTIE II°

I. ANALYSE DES AMENDEMENTS PAR THÈME – RÉSUMÉ

La proposition du Praesidium à la Convention se fonde largement sur le rapport final du groupe de travail X (CONV 426/02) du 2 décembre 2002. Cette proposition contient un projet d'article 31 (partie I de la Constitution), ainsi que des articles de la partie II de la Constitution.

733 amendements ont été déposés par les Conventionnels. Certaines tendances résultant de ces amendements sont indiquées ci-après.

Sur l'article 31 de la Partie I, beaucoup de Conventionnels souhaitent sa suppression, mais d'autres y ont suggéré des modifications visant à maintenir son unité, qui couvre des domaines d'action différents de l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

Certaines dispositions de la Partie II s'appliquent à tout le domaine et ont donc des effets horizontaux. Sur le rôle du Conseil européen, beaucoup de Conventionnels, indépendamment du contenu de la disposition, estiment préférable qu'elle figure dans la disposition, plus générale, figurant dans la Partie I. La même réflexion a été parfois avancée concernant la disposition sur les parlements nationaux en vue de l'insérer dans le protocole sur la subsidiarité.

Sur le mécanisme d'évaluation, le principe de leur création n'a pas été majoritairement remis en cause, mais certaines améliorations suggérées pourraient être examinées.

Le rôle du comité sur la coopération opérationnelle a fait l'objet de modifications visant à rendre plus visible son assise et ses fonctions. Plusieurs Conventionnels souhaitent que ce comité couvre également la problématique des frontières extérieures.

Le droit d'initiative des Etats membres dans le domaine de la coopération judiciaire en matière

pénale et coopération policière a été mis en question par certains Conventionnels et des suggestions ont été faites, parfois dans un sens opposé. L'idée a été avancée que la Commission pourrait garder son monopole d'initiative, mais devrait agir soit de sa propre initiative soit sur demande des Etats membres.

Sur le contrôle juridictionnel, les Conventionnels semblent divisés entre maintenir une clause excluant la compétence de la Cour pour les actions de maintien de l'ordre public, en précisant qu'elles relèvent du droit national, ou envisager l'application du régime général de compétence de la Cour de justice même dans ce domaine.

Sur les dispositions concernant le contrôle des personnes aux frontières, l'asile et l'immigration, un certain nombre d'amendements visent à remplacer la procédure législative par un acte du Conseil statuant à l'unanimité. La nécessité d'établir une garde commune des frontières a été mise en exergue. En matière d'asile, certains préfèrent limiter l'action de l'Union à des règles minimales. En matière d'immigration, des demandes ont été avancées visant à exclure l'accès au marché du travail, alors que d'autres veulent inscrire ce droit.

Concernant tout le domaine de la coopération judiciaire en matière civile et en matière pénale, en général, et de coopération policière, un certain nombre de Conventionnels souhaite que la règle de l'unanimité s'applique à toutes ces dispositions. D'autres sont conscients qu'elles intègrent déjà les compromis obtenus au sein du groupe de travail X et souhaitent, d'une manière ou d'une autre, renforcer ces dispositions en élargissant notamment leur portée. En particulier, au sujet du droit pénal matériel, alors que certains souhaitent supprimer cette disposition, d'autres veulent la renforcer, en prévoyant notamment d'autres domaines de criminalité.

Dans le domaine de la procédure pénale, certains ont insisté sur l'idée que des règles minimales (« minimum standards ») ne pourraient être adoptées que si des implications transfrontalières existent.

Sur Eurojust et sur le Parquet européen, certains Conventionnels préfèrent maintenir en fonction Eurojust - de création relativement récente - et ne le faire évoluer vers le Parquet européen que dans quelques années. D'autres estiment nécessaire qu'un Parquet européen puisse être établi [ou soit établi] dans le traité. Certains sont prêts à le faire par la procédure législative et à la majorité qualifiée, mais la majorité semble préconiser la procédure de décision du Conseil à l'unanimité avec avis conforme du Parlement européen.

II. ANALYSE DETAILLEE DES AMENDEMENTS PAR ARTICLE

Article 31 : La mise en œuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

1) L'Union assure un espace de liberté, de sécurité et de justice:

- *par l'adoption de lois et de lois- cadre visant notamment à rapprocher les législations nationales dans les domaines énumérés dans la deuxième partie de la Constitution ;*
- *en favorisant la confiance mutuelle entre les autorités compétentes des Etats membres, en particulier sur la base de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires ;*
- *par une coopération opérationnelle de l'ensemble des autorités compétentes des Etats membres pour la sécurité intérieure.*

2) Dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, les parlements nationaux peuvent participer aux mécanismes d'évaluation prévus à l'article [4, partie II] de la Constitution et sont associés au contrôle politique des activités d'Europol, conformément à l'article [22, partie II] de la Constitution.

3) Dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, les Etats membres disposent d'un droit d'initiative selon les modalités prévues à l'article [8, partie II] de la Constitution.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR PARAGRAPHE

En général

- Beaucoup de Conventionnels proposent la suppression de cet article, au motif que cela découle de la suppression des piliers et qu'il n'est donc pas nécessaire d'indiquer des procédures spécifiques dans la Partie I. Certains précisent que le contenu de cet article ne vise pas les instruments mais les objectifs (article 3) et les compétences de l'Union (déjà contenues dans l'article 12).

Fischer (am.1)+ Voggenhuber + 3 Conventionnels (am.2) + Wittbrodt +1 Conventionnel (am.3) + Brok + 31 Conventionnels (am.4) + Duhamel + 10 Conventionnels (am.5) + Michel + Conventionnels (am.6) + Duff + 20 Conventionnels (am.7) + Kaufmann (am.8) + Andriukaitis + 5 Conventionnels (am.9).

Paragraphe 1

- Certains Conventionnels demandent l'insertion dans cet article des différentes traditions et systèmes juridiques ;
Santer + 2 Conventionnels (am.10).

- Des Conventionnels proposent de préciser que l'Union assure un espace de liberté, de sécurité et justice "sans préjudice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de leur sécurité publique »,
de Villepin (am.13) + Lennmarker (am.35), qui souhaitent que cette idée soit mentionnée dans un paragraphe séparé), ou

"dans le respect des normes constitutionnelles des Etats membres" ;
Fini (am.15).
- Certains Conventionnels préfèrent supprimer la référence à "l'harmonisation des lois nationales"
Kvist (am.22) ; Hjelm- Wallen et Lekberg (am.24);

un autre précise qu'il ne devrait y avoir de harmonisation que lorsque cela est approprié ;
Hain (am.25) ; Roche (am.14);

un Conventionnel souhaite ajouter les "recommandations " aux lois et lois- cadre ;
(Earl of Stockton - am.20)

et certains Conventionnels ajoutent les "lois régionales"
Chabert + 4 Conventionnels (am.28).
- Un Conventionnel souhaite que la structure en piliers demeure dans ce secteur et que la coopération n'ait lieu par des lois et des recommandations que lorsque cela est absolument nécessaire ;
Kirkhope, (am.11).
- Trois Conventionnels proposent d'élargir la coopération opérationnelle à l'immigration clandestine et à la gestion des frontières extérieures ;
Santer + 2 Conventionnels (am.12) ;
- Certains proposent que la coopération opérationnelle comprenne toutes les autorités nationales compétentes pour le maintien de l'ordre et pour l'exécution de la loi ("law enforcement") (de *Vries (am.18) ; Hain (am.25).*
- Un membre demande que la procédure législative soit explicitement mentionnée
Borrel (am.31).

Paragraphe 2

- Certains Conventionnels (en plus de ceux qui demandent la suppression de tout l'article) demandent la suppression aussi de ce paragraphe.
Borrell et Carnero (am.31)+ Hübner (am.29) + de Vries et de Bruijn (am.18) + Kohout (am.10)
- D'autres veulent élargir le rôle des parlements nationaux sans le limiter au contrôle et à l'évaluation d'Europol. Pour ce faire ils ajoutent les mots "notamment";
Costa et Oliveira Martins (am.33) ; Haenel + 2 Conventionnels (am.32) ; Roche (am.14).
- D'autres encore ajoutent le contrôle par les parlements nationaux d'Eurojust ;
Fini (am.1) ; Farnleitner (am.19) et le Parquet européen , Teufel (am.30);

- Des Conventionnels ajoutent les « parlements régionaux » aux parlements nationaux, *Chabert + 4 Conventionnels (am.28)*.

Paragraphe 3

- Certains Conventionnels souhaitent que ce paragraphe soit supprimé ; *Svensson (am.34) ; Lennmarker (am.35) ; van der Linden + 3 Conventionnels (am.36)*.
- D'autres Conventionnels veulent que le droit d'initiative des Etats membres ne s'applique pas uniquement à la coopération policière et judiciaire en matière pénale, mais aussi à la coopération douanière ; *de Villepin – (am.13) ; Hjelm- Wallén (am.24)*

ou aux contrôle des frontières, asile et immigration ; *Farnleitner (am.19)*.

D'autres amendements

- Un Conventionnel souhaite ajouter un nouveau paragraphe précisant que toute proposition d'acte, ayant des implications sur la réalisations de l'espace de liberté, de sécurité et de justice doit être examinée par les enceintes du Conseil compétentes pour la mise en œuvre de l'article 31
de Villepin (am.3).
- Un autre Conventionnel a voulu préciser, dans un paragraphe séparé, que la poursuite, le jugement et la sanction des criminels est une matière de la compétence exclusive des Etats membres ; *Roche (am.14)*.

Partie II : de la Constitution

Titre ... : Espace de liberté, de sécurité et de justice

Article 1 : Définition de l'espace

L'Union constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice dans le respect des droits fondamentaux et en tenant compte des différentes traditions et systèmes juridiques européens. Elle assure l'absence des contrôles des personnes aux frontières intérieures et développe une politique commune en matière d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières extérieures fondée sur la solidarité entre Etats membres et équitable à l'égard des ressortissants des pays tiers.

L'Union assure un niveau élevé de sécurité par des mesures de prévention et de lutte contre la criminalité, de coordination et coopération entre autorités policières et judiciaires pénales et autres autorités compétentes, ainsi que par la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires pénales et le rapprochement des législations pénales.

L'Union facilite l'accès à la justice, notamment par la libre circulation des actes et des jugements en matière civile fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- Il n'y a pratiquement pas d'amendements visant la suppression de cet article. Certains amendements ont le même contenu que les amendements déposés à l'article 31 de la partie I.
- Un Conventionnel souhaite rétablir un « pilier » pour ce secteur
Kikhope (am.1)
- Un Conventionnel souhaite préciser que l'Union assure l'absence de contrôle des personnes aux frontières intérieures sauf dans les cas prévus expressément par la législation de l'Union
Fini (am.16)
- Certains Conventionnels souhaitent une référence explicite à la Charte des Droits fondamentaux lorsque l'article indique que l'espace de liberté, de sécurité et de justice respecte ces droits fondamentaux ;
Duhamel + 10 Conventionnels (am.4) ; Michel + 5 Conventionnels (am.6)
- D'autres souhaitent dans ce contexte qu'une référence soit faite à l'Etat de droit (*Farnleitner – am.11*) ou aux principes de droit constitutionnel nationaux (*Muscardini – am.9*)
- Plusieurs Conventionnels ajoutent la prévention et la lutte contre le racisme et la xénophobie ;
De Rossa (am.18), Carey (am.19); Gabaglio (am.20) ; Dybkjaer (am.17) ; Duhamel + 10 Conventionnels (am.4) ; Voggenhubber + 1 Conventionnel (am.5), Michel + 5 Conventionnels (am.6)

- Certains Conventionnels ajoutent les mots « burden sharing » après « solidarité » ;
Figel + 3 Conventionnels (am.21) ; Rupel + 1 Conventionnel (am.22)
- Certains Conventionnel précisent que l'action de l'Union vise la criminalité
« transfrontalière » ;
Azevedo + 1 Conventionnel (am.27) ; Hain (am.28) ; Haenel (am.29) ; van der Linden + 3 Conventionnels (am.13)
- Sur l'accès à la justice, certains Conventionnel souhaitent remplacer le verbe « l'Union facilite » par « l'Union assure » ;
De Villepin (am.8) ; Haenel + 1 Conventionnel (am.29)
D'autres ajoutent le mot « effective » ; *Borrell + 1 Conventionnel (am.33) ;*
ou se réfèrent à la qualité de l'administration pénale ; *Costa + 1 Conventionnel (am.31) ;*
ou à l'efficacité des procédures ; *de Villepin (am.8)*
- Certains Conventionnels remplacent le concept « d'accès à la justice » par de coopération
judiciaire civile et par l'harmonisation du droit civil, en particulier par la libre circulation des
actes et jugements en matière civile ;
Fischer (am.32) ; Kaufmann (am.3)
- Dans ce contexte, une Conventionnelle indique que le principe de reconnaissance mutuelle
résulte d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre Etats membres ;
Muscardini (am.8)
- Ajout de la protection civile
Tiilikainen + 2 Conventionnels (qui propose une nouvelle disposition à cet effet)

Article X : rôle du Conseil européen

«Le Conseil européen définit les orientations de l'action législative et opérationnelle dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

➤ Suppression de l'ensemble de l'article, jugé soit inutile, soit comme devant figurer dans l'article à venir relatif au Conseil européen (article 15 de l'avant-projet) :

Brok + 32 Conventionnels (am. 4) + de Vries+ de Bruijn (am.5) + Duff + 20 Conventionnels (am.6) + Duhamel + 10 Conventionnels (am.7) Farnleitner (am.8) + Fischer (am.9) + Hübner (am.11) + Meyer (am.14)+ Michel + 4 (am.15) + Roche (am.18)+ Santer + 2 Conventionnels (am.19)+ Tiilikainen + 5 Conventionnels (am.20) + Vassiliou (am.21) + Voggenhuber + 4 Conventionnels (am.22)

➤ Soutien explicite au maintien de l'article relatif au Conseil européen :

- Hain + Tomlinson (am.10)

➤ Ajout d'un nouveau paragraphe précisant davantage le rôle et les fonctions du Conseil européen et indiquant par exemple que "le Conseil européen, après consultation du PE et des Parlements nationaux, établit un programme multiannuel stratégique comprenant le cadre général de l'action de l'Union s'agissant du programme législatif et de la coopération opérationnelle" :

- Azevedo +Nazaré Pereira (am. 2)

➤ Introduire le Parlement européen et le mettre au même niveau que le Conseil européen ou prévoir qu'il donne un avis préalable :

- Borrell + Lopez-Garrido (am. 3) + Kaufmann (am. 12) + Muscardini (am. 16)+ Earl of Stockton (am. 23)

➤Prévoir que le Parlement européen et le Conseil adoptent, selon la procédure législative, un programme-cadre pluriannuel

- Paciotti (am.17)

Article 3 : rôle des Parlements nationaux

- 1) *Les parlements nationaux peuvent participer aux mécanismes d'évaluation figurant à l'article 4 de la Constitution et sont associés au contrôle politique des activités d'Europol conformément à l'article 22 de la Constitution.*
- 2) *[Par dérogation aux dispositions prévues dans le protocole sur le respect de l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, dans le cas où, au moins un quart des Parlements nationaux émettrait des avis motivés sur le non-respect du principe de subsidiarité par une proposition de la Commission présentée dans le cadre des chapitres 3 et 4 du présent titre, cette dernière est tenue de la réexaminer. A l'issue de ce réexamen, la Commission peut décider, soit de maintenir sa proposition, soit de la modifier, soit de la retirer. La Commission motive sa décision. La présente disposition s'applique également aux initiatives émanant d'un groupe d'États membres conformément aux dispositions de l'article 8 du présent titre.]¹*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

➤ Plusieurs Conventionnels proposent d'introduire les dispositions prévues à l'article 3 dans les protocoles sur les Parlements nationaux et sur l'application des principes de proportionnalité et subsidiarité et contestent parfois leur utilité.

- Andriukaitis + 4 Conventionnels (am.1) + Duff + 20 Conventionnels (am.8) + Duhamel + 9 Conventionnels (am.9) + Farnleitner (am.11) + Fischer (am.13) + Vastagh (am.34) + Villepin (am.35)

➤ Indiquer que les Parlements nationaux "participent" aux mécanismes d'évaluation et non "peuvent participer"² :

- Azevedo + Nazaré Pereira (am.2) + Figel + Belohorska + Migas (am.12) + Haenel + 2 Conventionnels (am.15)

➤ Suppression des dispositions de la participation des Parlements nationaux aux mécanismes d'évaluation :

- de Vries + de Bruijn (am.7)

➤ Renforcer le rôle des Parlements nationaux en les autorisant en particulier à être consultés lors de la détermination par le Conseil européen des orientations stratégiques dans l'espace de sécurité, de liberté et de justice ou par la création d'une commission mixte, regroupant des commissions compétentes du PE et des Parlements nationaux et chargée du contrôle d'Europol ou en durcissant le caractère dérogatoire à la procédure prévue dans le protocole sur l'application des principes de proportionnalité et de subsidiarité :

¹ Dans une version ultérieure du projet de Constitution, cette disposition devrait être transférée vers le Protocole sur le respect de l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (dont un premier projet (CONV 579/03) a déjà été soumis à la Convention au moment de l'élaboration du présent document par le Praesidium).

² La mention de "peuvent participer" a été retenue par le Praesidium afin de tenir compte du fait que la Constitution ne pouvait obliger les Parlements nationaux à participer si, ceux-ci ne le souhaitent pas ou ne le pouvaient pas pour des raisons constitutionnelles internes. Une flexibilité a été jugée nécessaire.

- Duff + 20 + Conventionnels (am. 8) Floch 14) + Haenel + 2 Conventionnels (am. 15)+ Heathcoat-Amory (am. 17) + Kirkhope (am 21)+ Lequiller (am. 24)+ Schlüter (am. 30)

➤ Plusieurs Conventionnels émettent des doutes sur l'intérêt du mécanisme prévu au paragraphe 2. Ils ne voient pas la justification à un assouplissement, dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice du dispositif d'alerte précoce figurant dans le protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité :

- Borrell + 2 Conventionnels (am.3) + Brok + 32 Conventionnels (am. 4) + Hübner (am. 19) + Kaufmann (am. 20) + Kohout (am. 22)+ Kuneva (am. 23)+ Meyer (am. 25)r + Michel + 5 Conventionnels (am. 26) + Roche (am. 28) + Santer + 3 (am. 29) + Teufel (am. 31) + Tiilikainen + 5 (am. 32)+ Van der Linden + 3 Conventionnels (am. 33) + Voggenhuber + 2 Conventionnels(am. 36)

➤ Remplacement du seuil d'un quart par un cinquième des parlements nationaux
- de Vries (am 7)

➤ Élargissement des droits accordés aux Parlements nationaux aux parlements régionaux à compétence législative :

- Chabert (observateur du CdR) + 5 observateurs du CdR (am.5)

Article 4 sur les mécanismes d'évaluation

Sans préjudice des articles [226 à 228] du présent traité, le Conseil peut établir des modalités par lesquelles les Etats membres, en collaboration avec la Commission, procèdent à une évaluation objective et impartiale de la mise en œuvre par les autorités des États membres, des politiques de l'Union visées au présent titre. Le Parlement européen, ainsi que les Parlements nationaux, sont informés de la teneur et des résultats de cette évaluation.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

➤ Plusieurs Conventionnels demandent la suppression de l'article ou un raccourcissement de ses dispositions : (certains ont indiqué qu'avec la possibilité d'un contrôle juridictionnel, le contrôle politique ne se justifie pas)

- Duff + 20 Conventionnels (am. 4) + Fischer (am. 6) + Kaufmann (am. 10) + Kohout (am 12) + Michel + 5convnetionnels (am. 14) + Teufel (am 18) + Tiilikainen +5 convnetionnels(am. 19)

➤ Renforcement du rôle du Parlement européen qui peut établir, comme le Conseil, les modalités selon lesquelles les États membres procèdent à une évaluation :

- Costa + d'Oliveira Martins (am. 3) + Duhamel + 8 convnetionnels (am. 5)

➤ Renforcement des pouvoirs de la Commission (par exemple "sur initiative de la Commission") :

- Hübner (am 9) + Timmermans + 3 Conventionnels(am.. 20)

➤ Introduire un lien avec le principe de reconnaissance mutuelle :

- Lequiller (am. 13) + Villepin (am. 21)

➤ Rappel que l'évaluation doit respecter l'indépendance de la justice :

- Hübner (am. 9)

➤ Renforcement des conséquences des évaluations :

- Lequiller (am. 13) + Pacioti (am. 15)

➤ Élargissement des droits accordés aux Parlements nationaux d'être tenus informés également aux parlements régionaux à compétence législative :

- Chabert (observateur du CdR) + 5 observateurs du CdR (am. 2)

Article 5 : coopération opérationnelle :

Afin d'assurer à l'intérieur de l'Union la promotion et le renforcement de la coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure, un comité permanent peut être institué au sein du Conseil. Sans préjudice de l'article [207 TCE], il assure la coordination de l'action des autorités compétentes des États membres, y compris des autorités de police, de douane et de la protection civile. Les représentants d'Europol, d'Eurojust et, le cas échéant, du Parquet européen peuvent être associés aux travaux du comité. Le Parlement européen est tenu informé des travaux.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

➤ Suppression de l'article :

- Heathcoat-Amory (am 14)+ Kirkhope (am. 18)

➤ Élargissement et renforcement du rôle et des pouvoirs du comité par exemple en élargissant son champ d'action à la préparation du travail législatif ou en prévoyant qu'il assure une coordination opérationnelle "et stratégique" :

- de Vries + de Bruijn (am 6) + Fischer (am. 10)+ Hjelm-Wallen + 3Conventionnels (am. 15) + Kuneva (am. 19) + Michel + 5 convnetionnels (am.22)+ Santer + 2Conventionnels (am. 26) + Svensson (am 28) + Tiilikainen + 4 Conventionnels(am. 31)+ Villepin (am. 33)

➤ Le champ couvert par le comité permanent de coopération doit également couvrir explicitement les frontières extérieures et/ou l'immigration :

- Fischer (am. 10) + Cushnahan (am. 5) + Lopes + Lobo Antunes (am. 21) + Santer + 2 Conventionnels (am. 26) +Schlüter (am 27) + Vastagh (am. 32) + Villepin (am. 33) + Voggenhuber + 1 convnetionnel (am. 34)

➤ Suppression du caractère permanent du comité

- de Vries (am. 6)

➤ Introduire les Parlements nationaux qui doivent, tout comme le Parlement européen, être "tenus informés des travaux du comité" :

- Azevedo + Nazaré Pereira (am. 1) + Duff + 20 (am. 7) + Haenel + 2 convneitonnels (am 12)+ Queiró (am. 23)

➤ Renforcement du contrôle exercé par le Parlement européen :

- M. Borrell (am. 3) Duff + 20 Conventionnels(am. 7)

➤ Renforcement du rôle de la Commission européenne :

- Rupel + Lenarcic (am. 25)

➤ Informer régulièrement le Parlement européen

- Paciotti + 10 Conventionnels (am. 8)

➤ Réécriture de l'article sans en altérer le sens :

- Farnleitner (am. 9) + Hübner (am. 16) + Lennmarker (am. 20) + Roche (am 24)+ Tajani (am 2) + Teufel (am 30)

Article 6 : Mesures d'ordre public et de sécurité intérieure

« Le présent titre ne porte pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de leur sécurité intérieure. »

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- Certains Conventionnels souhaitent remplacer le mot « responsabilité » par « compétences des Etats membres » ;
Borrell et 1 Conventionnel (am.1)
- Certains Conventionnels souhaitent ajouter les mots « exécution de la loi » (law enforcement) ;
De Vries + de Bruijn (am.3)

« l'organisation des autorités nationales compétentes » ;
Hjelm-Wallén + 3 Conventionnels suédois (am.4)
- Un Conventionnel souhaite préciser que cette disposition n'implique pas que les Etats membres ne soient pas tenus de respecter le droit de l'Union
Kaufmann (am.8)

Article 7 : Coopération administrative

« Le Conseil adopte à la majorité qualifiée des règlements pour assurer une coopération entre les services compétents des administrations des Etats membres dans les domaines visés par le présent titre, ainsi qu'entre ces services et la Commission. Il statue sur proposition de la Commission ou, dans les domaines visés par les chapitres 3 et 4 du présent titre, soit sur proposition de la Commission soit sur initiative d'un quart des Etats membres, et après consultation du Parlement européen. »

I. EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- Supprimer l'article
Kirkhope (am.3)
- Limiter l'article au chapitre sur l'immigration et l'asile, ou prévoir que le Conseil statue à l'unanimité pour ce qui est la coopération judiciaire et policière, ou pour tout l'article
Lopes + Lobo Antunes (am. 8), Teufel (am. 9), Roche (am 12), Heathcoat-Amory (am. 16), de Vries + de Bruijn (am.20), Hain + Tomlinson (am. 23)
- Préciser qu'il s'agit de coopération administrative (et non opérationnelle)
Santer + 3 (am. 1), Tiilikainen + 5 (am.22)
- Conseil peut adopter des règlements
Kohout (am. 2)
- Prévoir la procédure législative
Kaufmann (am.10), Voggenhuber + 2 (am. 18)
- Prévoir d'autres instruments (décisions ou lois-cadre)
Michel +5 (am. 5), Queiró (am.13)
- Mention des autorités régionales et locales
Chabert + 5 (am. 14)
- Ceux qui proposent des amendements à l'article 8 (droit d'initiative), font des amendements pour aligner l'article 7
(voir les amendements énumérés sous l'article 8).

Article 8 :Droit d'initiative

« Les actes visés aux chapitres 3 et 4 du présent titre sont adoptées:

- sur proposition de la Commission, ou
- sur initiative d'un quart des Etats membres. »

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- Un certain nombre de Conventionnels demande la suppression de cette disposition, pour différentes raisons. Pour certains, parce que ces domaines doivent demeurer de la responsabilité des Etats membres uniquement ;
Kirkhope (am.1) + Heathcoat-Amory (am.3).

Pour d'autres, parce que l'initiative devrait rester le monopole de la Commission ;
Michel + 5 Conventionnels (am.2) ; Voggenhuber + 2 Conventionnels (am.5) ; Wittbrodt + 1 Conventionnel (am.6) ;
Pour une Conventionnelle, parce que le droit d'initiative des Etats membres n'a pas fait ses preuves ;
Kaufmann (am. 23)
- D'autres Conventionnels veulent aussi maintenir le monopole d'initiative de la Commission, mais acceptent qu'elle puisse présenter une proposition sur demande d'un Etat membre ; si elle refuse cette demande, elle doit motiver son refus
Costa + 1 Conventionnel (am.7)
- Certains acceptent la proposition précédente, mais sans prévoir le devoir de motivation de la part de la Commission ;
Duff + 19 Conventionnels (am.10) ; Rupel + 1 Conventionnel (am.11)
- D'autres encore acceptent que la Commission soit tenue de présenter une proposition, à la demande non seulement d'un quart des Etats membres, mais aussi du Parlement européen et du Conseil ;
Duhamel + 9 Conventionnels (am.8)
- D'autres acceptent la proposition antérieure, mais suggèrent un tiers au lieu d'un quart des Etats membres ;
Borrell + 1 Conventionnel (am.9)
- Certains Conventionnels acceptent l'idée que les Etats membres puissent présenter une initiative, mais au lieu d'un quart des Etats membres, proposent un minimum de trois Etats membres ;
Fischer (am.12) ; de Vries + 1 Conventionnel (am.15)
- D'autres Conventionnels acceptent la même idée, mais proposent un tiers d'Etats membres
van Dijk + 1 Conventionnel (am.13) ; Santer + 3 Conventionnels (am.14) ;

Ou un cinquième ;

Figel + 3 Conventionnels (am.16)

- Un Conventionnel remplace le droit d'initiative de la Commission par celui du Parlement européen ;
Earl of Stockton (am.17)
Et un autre ajoute le droit d'initiative du Parlement européen à celui de la Commission et d'un quart des Etats membres ;
Muscardini (am.18) ;
- Un membre souhaite élargir le champ d'application de cette disposition également au chapitre 1. (contrôle des frontières, asile et immigrations) ;
Farnleitner (am.19) ;
- Un Conventionnel suggère de prévoir une « sunset clause » en ce sens qu'une initiative d'un quart des Etats membres deviendrait caduque si, après 3 mois, elle n'est pas entérinée par le Conseil ;
Hubner (am.20). ;
- Un Conventionnel propose que tous les actes prévus dans la partie II soient adoptés seulement par le Conseil, mais que dans les domaines de la coopération judiciaire en matière pénale et coopération policière, l'initiative puisse être de la Commission ou d'un quart des Etats membres ;
Queiró (am.21) ;

Article 9 : Contrôle juridictionnel

« Dans l'exercice de ses compétences concernant les dispositions des chapitres 3 et 4 du présent titre, la Cour de justice n'est pas compétente pour contrôler la validité ou la proportionnalité d'opérations menées par la police ou d'autres services répressifs dans un Etat membre, ni pour statuer sur l'exercice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure, lorsque ces actes relèvent du droit interne. »

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- Beaucoup de Conventionnels demandent la suppression de cet article, parce qu'ils considèrent que la compétence de la Cour de justice doit s'appliquer à ce domaine et que cela ressort du rapport final du groupe de travail ;
Farnleitner (am.1) ; Fischer (am.2) ; Brok + 32 Conventionnels (am.3) ; Duhamel + 9 Conventionnels (am.3) ; Wittbrodt + 1 Conventionnel (am.5) ; Duff (am.6) ; Voggenhubber + 2 Conventionnels (am.7) ; Michel + 5 Conventionnels (am.8) ; Borrell + 1 Conventionnel (am.9) ; Tiilikainen + 5 Conventionnels (am.28) ; Heathcoat-Amory (am.10) : pour d'autres motifs
- Un Conventionnel souhaite rétablir le mécanisme dérogatoire concernant la procédure préjudicielle, telles qu'elle figure à l'article 35 du TUE actuel pour les chapitres 3 et 4 ;
Hain (am.1)
- Un autre Conventionnel reprend la proposition antérieure, mais élargit la procédure préjudicielle aux chapitres 1, 3 et 4 ; cet amendement prévoit la possibilité de n'appliquer la procédure préjudicielle qu'aux juridictions de dernier ressort, moyennant une déclaration des Etats membres à cet effet ; il précise en outre qu'au cas où le juge national pose une question préjudicielle dans une procédure où une personne est détenue, la Cour de justice doit rendre son arrêt dans une période de trois mois.
de Vries (am.12)
- Un certain nombre de Conventionnels souhaitent maintenir l'article 35, paragraphe 5 du TUE tel qu'il existe actuellement, c'est à dire sans la dernière phrase du projet d'article 9 « lorsque ces actes relèvent du droit interne », considérant que ces actes relèvent toujours du droit interne.
De Villepin (am.16) ; Teufel (am.17) ; Fini (am.18) ; Hjelm-Wallén et Lekberg (am.19) ; Lopes et Lobo Antunes (am. 20) ; Queiró (am.21) ; Schlüter (am.22) ; Hain (am. 1) ; Tiilikainen + 4 Conventionnels (am. 28)
- Des Conventionnels ont ajouté les « régions ou les autorités locales » et « le droit régional » ;
Chabert + 4 Conventionnels (am.15)
- Deux Conventionnels ont ajouté un article (article 9bis) en matière de relations extérieures
De Vries + de Bruijn (am.27)

Article 10 : Contrôle des personnes aux frontières

« 1) *L'Union développe une politique visant à:*

- *assurer l'absence de tout contrôle des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures ;*
- *assurer le contrôle des personnes et la surveillance efficace du franchissement des frontières extérieures ;*
- *mettre en place progressivement un système commun de gestion intégré des frontières extérieures.*

2) *A cette fin, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois ou lois-cadre portant sur:*

- *les conditions d'entrée en vue d'un séjour de courte durée de ressortissants d'Etats tiers, y compris l'obligation de visa et l'exemption de cette obligation, les règles, procédures et conditions de délivrance des titres de franchissement des frontières extérieures, ainsi que le format uniforme pour ces titres ;*
- *les contrôles auxquels peuvent être soumises les personnes franchissant les frontières extérieures ;*
- *les conditions dans lesquelles les ressortissants des pays tiers peuvent circuler librement dans l'Union pendant une courte durée ;*
- *toute mesure nécessaire pour l'établissement progressif d'un système commun de gestion intégrée des frontières extérieures ;*
- *l'absence des contrôles des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures. »*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

➤ Prévoir que des contrôles aux frontières intérieures peuvent être explicitement introduits dans la législation de l'Union

- *Fini (am. 11)*

➤ Introduire une référence explicite à la mise en place d'un corps commun de garde-frontière, par exemple avec une date d'entrée en vigueur :

- *Fischer (am. 12) + Berger + Einem (am. 2) + Brok + 36 Conventionnels (am. 3) + Costa + d'Oliveira Martins (am. 5) + Kuneva (am. 19) + Teufel (am. 25) + Vastagh (am. 27) + Wuermeling (am. 30)*

➤ Refus ou réticences à ce que l'article 10 puisse constituer une base légale pour la mise en place d'un corps intégré de garde-frontière :

- *Lennmarker Kvist (am. 20) + Tiilikainen (am. 26)*

- Introduction de la clause de sauvegarde prévue à l'article 2 de la Convention de Schengen et autorisant un État membre à réintroduire sous conditions le contrôle des frontières intérieures :
 - *Lopes + Lobo Antunes (am. 21) + Teufel (am. 25) + Villepin (am. 28) + Chabert + 6 Conventionnels (am. 4)* octroi d'un rôle particulier aux régions ou autorités locales responsables
- Introduire la notion de "libre-circulation des personnes" (au lieu de "l'absence de tout contrôle aux frontières") :
 - *Badinter (am. 1) + Farnleitner (am. 10)*
- Maintenir la règle de l'unanimité pour tout ou partie du champ couvert par l'article :
 - *Kalniete + 5 (am 16) + Palacio (am. 23) + Schlüter (am. 24)*
- Introduire la notion de "solidarité économique" dans la gestion intégrée des frontières extérieures :
 - *Fini (am. 11)*
- Élargir le champ de l'article aux "apatrides" ("ressortissants des pays tiers et des apatrides") :
 - *Duhamel + 8 Conventionnels (am.8)*
- Introduction ou rappel d'un droit "d'opting out" pour les États membres pour la levée des contrôles aux frontières / refus de toute compétence de l'Union dans ce domaine :
 - *Stockton (am. 9) + Heathcoat-Amory (14) + Kirkhope (am. 18)*
- Limitation du champ de l'article au contrôle des personnes :
 - *Hain + Tomlinson (am. 13)*
- Élargissement du champ couvert au contrôle des trafics illicites :
 - *Villepin (am. 28)*
- Prévoir l'article 10 uniquement pour la gestion des frontières et un article 10 bis (nouveau) pour les conditions d'entrée et de séjour de courte durée pour les ressortissants d'Etats tiers
 - *Tiilikainen + 5 (am. 26)*
- Amendements rédactionnels :
 - *Duff + 20 Conventionnels (am.7) ; Wittbrodt + Fogler (am.29)*

Article 11 : Asile

- « 1) *L'Union développe une politique commune en matière d'asile et de protection temporaire visant à offrir un statut approprié à toute personne ressortissant d'un pays tiers nécessitant une protection internationale et à assurer le respect du principe de non-refoulement. Cette politique est conforme à la Convention de Genève du 28 juillet 1951, au protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés et aux autres traités pertinents.*
- 2) *A cette fin, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois ou lois-cadre visant à établir un système européen commun d'asile comportant:*
- *un statut uniforme d'asile en faveur de ressortissants de pays tiers, valable dans toute l'Union,*
 - *un statut uniforme de protection subsidiaire pour des ressortissants des pays tiers qui, sans obtenir l'asile européen, ont besoin d'une protection internationale,*
 - *un statut uniforme de protection temporaire concernant les personnes déplacées en cas d'afflux massif;*
 - *une procédure commune à l'octroi et au retrait du statut d'asile ou de protection subsidiaire ou temporaire,*
 - *des critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile ou de protection subsidiaire,*
 - *des normes concernant les conditions d'accueil des demandeurs d'asile ou de protection subsidiaire ou temporaire.*
- 3) *Au cas où un ou plusieurs Etats membres se trouveraient dans une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers, le Conseil, à la majorité qualifiée, peut adopter des règlements ou décisions comportant des mesures provisoires au profit du ou des Etats membres concernés. Il statue sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen. »*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- Refus de l'article en bloc et de toute compétence de l'Union dans ce domaine :
- Heathcoat-Amory (am.10) + Kirkhope (am.13) + Skaarup (am.19)
- Limitation du champ de l'article à l'adoption de mesures de "normes minimales" :
- Fischer (am.8) + Hjelm-Wallen + 4 Conventionnels(am.15) + Teufel (am.25) + Wuermeling (am.30)
- Indiquer que le statut de réfugié n'ouvre pas automatiquement le marché du travail :
- Teufel (am.25) + Wuermeling (am.30)
- Pas de procédure commune pour l'octroi de la protection subsidiaire ou temporaire, ni des normes concernant les conditions d'accueil des demandeurs de cette protection.
- Fischer (am.8)

- Ajouter une procédure commune à l'octroi et au retrait du statut de réfugié
- *de Vries + de Bruijn (am. 2)*
- Introduction d'une clause de sauvegarde au paragraphe 3 fondée sur le modèle de celle existant dans le cadre de Schengen :
- *Hain + Tomlinson (am. 9) + Queiró (am. 16)*
- Élargir le champ de l'article en introduisant la notion de "entre autres choses" :
- *van Dijk (am. 3)*
- Distinguer "asile" et "protection subsidiaire" :
- *Brok + 36 Conventionnels (am 1)*
- Introduire la notion d'apatride :
- *Duhamel + 9 conventionnels (5) + Einem + Berger (am. 6)*
- Introduire le droit au regroupement familial pour les réfugiés :
- *Vastagh (am. 22)*
- Transférer, vers un article séparé ou vers le paragraphe 2, du paragraphe 3 prévoyant les mesures à tenir en cas de situation d'urgence :
- *Fini (am. 7) + Voggenhuber + 2 Conventionnels (am. 23)*
- Ajout régions et autorités locales
- *Chabert + 3 observateurs (am. 27)*
- Amendements rédactionnels :
- *Duff + 20 Conventionnels (am. 4) + Michel + 6 conventionnels (am. 4) + Santer + 2 conventionnels (am. 18) + Tiilikainen + 5 Conventionnels (am. 21)*

Article 12 : Immigration

- « 1) *L'Union développe une politique commune de l'immigration visant à assurer, à tous les stades, une gestion efficace des flux migratoires, un traitement équitable des ressortissants de pays tiers en situation régulière de séjour dans les Etats membres, ainsi qu'une prévention et lutte renforcée contre l'immigration illégale et la traite des êtres humains.*
- 2) *A cette fin, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadre dans les domaines suivants:*
- *conditions d'entrée et de séjour, ainsi que normes concernant la délivrance par les Etats membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial ;*
 - *définition des droits des ressortissants des pays tiers en situation régulière de séjour dans un Etat membre, y compris les conditions (régissant la liberté de circulation) et de séjour dans les autres Etats membres ;*
 - *immigration clandestine et séjour irrégulier, y compris l'éloignement et le rapatriement des personnes en séjour irrégulier;*
 - *lutte contre la traite d'êtres humains, en particulier des femmes et les enfants.*
- 3) *L'Union peut conclure avec des pays tiers des accords visant la réadmission, dans les pays d'origine ou de provenance, de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.*
- 4) *Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois et des lois-cadre visant l'encouragement et l'appui de l'action des Etats membres en vue de favoriser l'intégration des ressortissants de pays tiers résidant légalement sur leur territoire. »*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- Réduire ou supprimer le champ couvert par la compétence européenne :
- Stockton (am.7) + Heathcoat-Amory (am.12) + Kirkhope (am.16) + Skaarup (am.24)+ Speroni (am.25)
- Supprimer le 4ème tiret du paragraphe 2
- Fischer (am.10) ; Farnleitner (am.8) ; Hain + Tomlinson (am.11) ; Hjelm-Wallén (am.13)
- Introduire l'idée, dans le paragraphe premier, que la politique commune de l'immigration doit faire partie intégrante de la politique externe de l'Union
- de Vries + de Bruijn (am.4)
- Refonte de l'article :
- Abitbol (am.1)
- Introduire la notion de "capacités d'accueil" des États membres :
- Farnleitner (am.8)

➤ Reprise de l'article 63-4 TCE actuel :

- *Fischer (am 10)*

➤ Introduire la notion de "répartition solidaire" :

- *Fini (am. 9)*

➤ Élargir les droits des ressortissants des pays tiers légalement installés :

- *Timmermans + van den Linden (am. 28) + van Dijk (am. 29)*

➤ Indiquer que "l'accès au marché du travail" relève de la responsabilité des États membres :

- *Brok + 32 convnetionnels+ (am 3) Teufel (am 26)+ Tiilikainen + 5Conventionnels (am. 27) + Wuermeling (am.32)*

➤ Réduire l'élaboration des droits à la fixation de "normes minimales" et/ou supprimer la mention de la "lutte contre les traffics" :

- *Hjelm-Wallen + 4 convnetionnels (am. 13)+ Queiro (am. 21) + Teufel (am. 26)+ Wuermleing (am.31)*

➤Ajouter la définition des « obligations »

- *Fini (am.9)*

➤ Maintien de l'unanimité :

- *Kalniete + 5 Conventionnels (am. 14)+ Schulter(am. 23)*

➤ Prévoir l'accès à la nationalité :

- *Duhamel + 8 Conventionnels (am. 6)*

➤Prévoir la définition des apatrides

- *Duhamel + 8 Conventionnels (am. 6)*

➤ Amendements rédactionnels :

- *Duff + 20 convnetionnels (am. 5) + Duhamel + 8 Conventionnels (am. 6) + Michel + 6 Conventionnels (am. 17) + Muscardini (am. 19) + Villepin (am. 30)*

Article 13 : Principe de solidarité

« Les politiques de l'Union visées au présent chapitre et leur mise en œuvre sont régies par le principe de solidarité et de partage équitable de responsabilités entre les Etats membres, y compris sur le plan financier. Chaque fois que cela est nécessaire, les actes de l'Union adoptés en vertu des dispositions du présent chapitre contiennent des dispositions appropriées pour l'application de ce principe. »

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

➤ Suppression de l'ensemble de l'article :

- Fischer (am 4) + Heathcoat-Amory (am.6) + Kirkhope (am. 8)

➤ Suppression de la mention de la "solidarité financière"

- de Vries + de Bruijn (am. 1) + Hejlm-Wallen + 4 convnetionnels (am. 7)

➤ Élargir ou renforcer le champ de l'article :

- Fini (am. 3) + Hain + Tomlinson (am. 5) + Schlüter (am. 9) + Tiilikainen + 5 Conventionnels (am. 10)

Article 14 : Coopération judiciaire en matière civile

- 1) *L'Union développe une coopération judiciaire en matière civile fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires. Cette coopération inclut l'adoption des mesures de rapprochement des législations nationales susceptibles d'avoir une incidence transfrontalière.*
- 2) *A cet effet, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadre visant entre autres à assurer :*
 - *la reconnaissance mutuelle entre les Etats membres des décisions judiciaires et extrajudiciaires et leur exécution ;*
 - *la signification et notification transfrontalières des actes judiciaires et extrajudiciaires ;*
 - *la compatibilité des règles applicables dans les Etats membres en matière de conflit de lois et de compétence ;*
 - *la coopération en matière d'obtention des preuves ;*
 - *un niveau élevé d'accès à la justice;*
 - *le bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les Etats membres;*
 - *le développement de mesures de justice préventive et de méthodes alternatives de résolution de litiges;*
 - *un soutien à la formation de magistrats et des personnels de justice.*
- 3) *Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à l'unanimité¹ des lois et des lois-cadre concernant le droit de la famille; il statue après consultation du Parlement européen. Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadre concernant la responsabilité parentale.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR PARAGRAPHE

Paragraphe 1

- Un Conventionnel souhaite une nouvelle rédaction de l'article 14 de manière à ce qu'un article séparé concerne la « coopération judiciaire en matière civile » et un autre article « la coopération judiciaire en matière civile » ;
De Villepin (am.1)

¹ Il appartiendra à la Convention de se prononcer de façon horizontale, à la lumière de l'intégralité de la seconde partie, sur les exceptions éventuelles à la règle de la majorité qualifiée et, par conséquent, sur les règles de vote qui devraient s'appliquer dans cet article-ci, comme dans les autres articles du présent projet mentionnant l'unanimité.

- Certains Conventionnels demandent la suppression de la phrase concernant le « rapprochement des législations nationales » ;
Kaufmann, (am.3) ; Hain (am.28), Kirkhope (am.29) ; Earl of Stockton (am.30) ;
- Un certain nombre de Conventionnels précisent que la coopération judiciaire en matière civile ne devrait se développer que dans la mesure où elle a des implications transfrontalières ;
De Vries + 1 Conventionnel (am.5) ; Roche (am.6) ; Hjelm-Wallén + 4 Conventionnels suédois (am.7), Haenel (am.9) ; Hübner (am. 14)
- Certains Conventionnels ajoutent au principe de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extra-judiciaires une référence aux « actes authentiques » ;
Lequiller (am.10), Floch (am.11) ; Wuermeling (am.12) « öffentlicher Urkunden » ;
- Des Conventionnels ajoutent les affaires commerciales ;
Duff + 19 Conventionnels (am.24)
- Un Conventionnel précise que le principe de reconnaissance mutuelle découle d'accords bilatéraux ou multinationaux ;
Muscardini (am.15) ;
- Le mot « susceptibles » d'avoir une incidence transfrontalière devrait être supprimé pour certains Conventionnels.
Michel + 5 Conventionnels (am.16) ; Fischer (am.21) ; Wuermeling (am.8) ; Teufel (am.32) ;

Paragraphe 2

- Certains Conventionnels veulent supprimer les mots « accès à la justice » ;
Wuermeling (am.18) ; Voggenhubber + 2 Conventionnels (am.23) ; Heatcoat-Amory (am.27) ; Kirkhope (am.29) ; Earl of Stockton (am.30) ;
- Et d'autres veulent que le paragraphe 2 commence par l'accès à la justice ;
Michel + 5 Conventionnels (am.16) ;
- Certains encore souhaitent que soient ajoutés les mots « pour autant qu'il y ait des implications transfrontalières » ;
Teufel (am.4) ; Tiilikainen + 5 Conventionnels (am. 32)
- Ou les mots « y compris le développement de méthodes alternatives de règlements des litiges » ;
Hjelm-Wallén + 4 Conventionnels ;
- D'autres encore ajoutent « l'indemnisation des victimes dans les affaires transfrontalières » ;
Haenel (am.19)
- D'autres encore souhaitent remplacer « niveau élevé d'accès à la justice » par « niveau approprié » ;
De Vries (am.5), Hain (am.28) ;
- Ou ajouter « y compris une protection en droit civil contre la violation de droits fondamentaux » ;
Duff + 19 Conventionnels (am.24) ;

- Des Conventionnels souhaitent que soit incorporé de nouveau dans ce paragraphe la référence au « bon fonctionnement du marché intérieur » ;
Hain (am.28) ; Tiilikainen + 5 Conventionnels (am.32)
- Ajouter le « principe de l'indépendance des magistrats »
Hain (am.28)

Paragraphe 3

En ce qui concerne la compétence pour le Conseil de légiférer à l'unanimité en matière de droit de la famille et à la majorité qualifiée en vertu de la procédure législative en matière de responsabilité parentale, il y a des amendements allant dans des sens opposés.

- Pour certains Conventionnels, l'Union doit légiférer à la majorité qualifiée, selon la procédure législative. A cet effet, le droit de la famille en général ne devrait pas être traité à part. Certains membres proposent donc que la référence au droit de la famille figure dans la liste de lois et lois-cadre susceptibles d'être adoptées selon les procédures législatives figurant au paragraphe 2 ;
Duff + 19 Conventionnels (am.24), Farnleitner (am.17) ; Santer + 3 Conventionnels (am.22) ; Voggenhuber + 2 Conventionnels (am.23) ;

Et d'autres vont dans le même sens, mais préfèrent la suppression du paragraphe 3 ou sa modification de manière à ce que la procédure législative s'applique ;
Michel + 5 Conventionnels (am.16) ; Haenel + 1 Conventionnel (am.9) ; Fischer (am.21) ; Meyer (am.25) ; Borrell et Carnero (am.36) précisant que le Conseil peut statuer à l'unanimité pour les aspects du droit de la famille ayant une dimension transfrontalière ; ou stipulant que la procédure législative s'applique à la responsabilité parentale et aux aspects du droit de la famille ayant une dimension transnationale, ainsi qu'aux autres aspects du droit de la famille indiqués par le Conseil à la majorité qualifiée renforcée, sur proposition de la Commission et consultation préalable du Parlement européen *Duhamel + 10 Conventionnels (am.45)*

- Pour d'autres Conventionnels, l'unanimité en matière de droit de la famille est requise et aucune dérogation n'est acceptée pour la responsabilité parentale (cette phrase étant parfois supprimée) ;
Teufel (am.4) ; de Vries et de Bruijn (am.5) ; Roche (am.6) ; Hjelm-Wallén (am.7) ; Schlüter (am.42) ; Hain (am.28) ; Fini (am.31) ; Lopes (am.33) ; Queiró (am.34) ; Brok (am.37) (mentionnant les aspects concernant le paragraphe 1).
- Un Conventionnel précise que le Conseil « peut » statuer à l'unanimité ;
Heatcoat-Amory (am.27)
- Un Conventionnel propose que pour la responsabilité parentale, la procédure législative s'applique, mais que pour le droit de la famille en général, le Conseil statue à l'unanimité après avis conforme du Parlement européen ;
Kaufmann (am.3)
- Un Conventionnel demande que les lois et lois-cadre ne portent que sur la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière de droit de la famille et responsabilité parentale ;
Wuermeling (am.39)

D'AUTRES AMENDEMENTS

- Des Conventionnels souhaitent une disposition séparée concernant la formation initiale et continue des magistrats et personnel de justice en matière de droit civil et pénal portant sur le droit européen et le droit des Etats membres ayant une incidence transfrontalière ;
Santer (am.43) ;
- Un Conventionnel propose de créer une base juridique pour le rapprochement des dispositions du droit civil matériel concernant le droit des contrats, droit commercial, droit des sociétés, droit de la propriété industrielle et droits d'auteur. Pour d'autres secteurs, le rapprochement serait exclu à l'article 16 de la Partie I ;
Teufel (am.41) ; Wuermeling (am.44) (propose le rapprochement - « loi-cadre » - uniquement pour le droit d'auteur et par la création de la société anonyme européenne).
- Un Conventionnel ajoute que les lois et lois-cadre dans ce domaine puissent également sur certains aspects spécifiques du droit de la famille (tutelle, nom, droit de visite, droit des contrats et droits de successions) ;
Fischer (am.40)

Article 15 : Coopération judiciaire en matière pénale

- « 1) *La coopération judiciaire en matière pénale dans l'Union est fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires et inclut le rapprochement des législations nationales dans les domaines visés aux articles [16] et [17].*
- 2) *Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et lois-cadre visant à:*
- *établir des règles et des procédures pour assurer la reconnaissance, dans l'ensemble de l'Union, de toutes les formes de jugements et de décisions judiciaires ;*
 - *prévenir et résoudre les conflits de compétences entre les États membres ;*
 - *favoriser la formation des magistrats et des personnels de justice ;*
 - *faciliter toute autre coopération entre les ministères et les autorités judiciaires ou équivalentes des États membres dans le cadre des poursuites pénales et de l'exécution de décisions. »*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- supprimer l'article tout entier ou des parties
Kirkhope (am.1), Stockton (am.4)
- prévoir l'unanimité pour tout l'article, ou pour une partie, ou pour une période de transition
Farnleitner (am.5), Lopes + Lobo Antunes (am.12), Teufel (am.13), Roche (am.15), Schlüter (am.16), Queiro (am.17), Tajani (am.20), de Vries + de Bruijn (am.23)
- prévoir, pour certains des tirets de cet article, l'adoption de seules lois-cadres
Hain + Tomlinson (am.26)
- "peut adopter"
Heathcoat-Amory (am.19)
- ajouter l'extradition entre les Etats membres
Tiilikainen + 5 Conventionnels (am.24)
- "sans préjudice d'accords bilatéraux ou multilatéraux des Etats membres"
Muscardini (am.3)
- supprimer la coopération administrative (car déjà réglée dans l'article 7), ou le dernier tiret tout entier
de Villepin (am. 7), Figel (am.11), Hjelm-Wallen + 4 Conventionnels (am.18), Heathcoat-Amory (am.19)
- amendements rédactionnels
Wuermeling (am. 2), Hübner (am.6), Santer + 3 Conventionnels (am.8), Michel + 5 Conventionnels (am.9), Vastagh (am.10), Teufel (am.13), Kaufmann (am.14), Schlüter (am. 16), Heathcoat-Amory (am. 19), Duff + 20 Conventionnels (am. 21), Fischer (am. 22), Hain + Tomlinson (am. 26)

Article 16 : [Procédure pénale]

Afin de renforcer la confiance mutuelle entre les autorités compétentes des Etats membres et de garantir l'efficacité des instruments communs de coopération policière et judiciaire, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois et lois-cadre comportant des règles minimales portant sur:

- *l'admissibilité des preuves dans l'ensemble de l'Union ;*
- *la définition des droits des personnes dans la procédure pénale dans le respect des droits fondamentaux ;*
- *les droits des victimes de la criminalité ;*
- *d'autres éléments spécifiques de la procédure pénale, qui seront identifiés préalablement par le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- Certains Conventionnels s'opposent à ce que le Conseil statue à la majorité qualifiée et que la procédure législative s'applique pour les règles minimales. Ils *proposent* que le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement ;
Hain (am.3) ; Roche (am.5) ; Lopes (am.6)
 - ou après avis conforme du Parlement européen
Schlüter (am.4)
 - ou après avis des parlements nationaux
Heathcoat-Amory (am.2)
 - ou conformément à la procédure législative
Farnleitner (am.7) ; Teufel (am.8) ; Tajani (am.9) de Vries (am.11)
- Un Conventionnel souhaite remplacer tout l'article par un autre texte mettant l'accent sur certains droits des citoyens lorsqu'ils font l'objet d'une procédure pénale dans un autre Etat membre. Parmi ces droits, référence est faite au droit à obtenir de l'assistance juridique et interprétation dans sa langue et l'accès à des autorités diplomatiques ou consulaires de son Etat d'origine.
Hain (am.3)
- Certains membres estiment nécessaire de préciser que l'adoption de règles minimales ne se justifie que pour des aspects du droit de la procédure pénale ayant des implications transfrontalières et dans la mesure nécessaire pour assurer le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière criminelle.
Schlüter (am.4) ; Roche (am.5) ; Teufel (am.8) ; Svensson (am.10) ; de Vries (am.11) ; Wuermeling (am.13) ; Queiró (am.16) ; Haenel + 1 Conventionnel (am.17) ; Fischer (am. 15) ; Tiilikainen + 5 Conventionnels (am. 24)

- Certains Conventionnels estiment que dans ce domaine, l'Union devrait légiférer sur la base de lois-cadre uniquement
Hain (am.3), Schlüter (am.14), Farnleitner (am.7), Teufel (am.8) ; de Villepin (am.14) ; Fischer (am.15) ; Queiró (am.16)
- Certains Conventionnels, qui acceptent le principe que la procédure législative s'applique pour l'adoption des règles minimales, ne souhaitent pas que le Conseil identifie à l'unanimité les autres éléments spécifiques dans la procédure pénale.
 - Ils proposent, soit la majorité qualifiée et la procédure législative ;
Duff (am.+ 1 Conventionnel (am.21)
 - ou la procédure législative mais avec le Conseil statuant à la majorité qualifiée renforcée
Michel + 5 Conventionnels (am.19)
 - ou enfin la majorité qualifiée renforcée après avis conforme du Parlement ;
Duhamel + 9 Conventionnels (am.20)

Article 17: Droit pénal matériel

« Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois-cadre comportant des règles minimales relatives à la définition des incriminations et des sanctions:

- ***dans des domaines de criminalité particulièrement grave et qui revêtent une dimension transfrontalière résultant du caractère ou des incidences des infractions ou d'un besoin particulier de les poursuivre en commun. Ces domaines de criminalité sont les suivants: le terrorisme, la traite d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, le trafic illicite de drogues, le trafic illicite d'armes, le blanchiment d'argent, la corruption, la contrefaçon de moyens de paiement, la criminalité informatique, et la criminalité organisée. En fonction des développements de la criminalité, le Conseil, statuant à l'unanimité et après avis conforme du Parlement européen, peut identifier d'autres domaines de criminalité qui remplissent les critères visés au présent tiret;***
- ***dans des domaines de criminalité portant atteinte à un intérêt commun qui fait l'objet d'une politique de l'Union, lorsque des sanctions pénales s'avèrent indispensables pour assurer une mise en œuvre efficace de cette politique. »***

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- suppression de l'article
Kirkhope (am.3)
- limiter l'article à l'adoption de recommandations
Stockton (am.6)
- prévoir l'unanimité pour tout l'article, ou pour une partie, ou pour une période de transition
Wuermeling (am.2), Farnleitner (am.9), Lopes + Lobo Antunes (am.14), Teufel (am.16), Roche (am.18), Schlüter (am.20), Tajani (am.24), de Vries + de Bruijn (am.28)
- préciser, pour le deuxième tiret, que la règle de l'unanimité s'applique lorsque la politique de l'Union concernée est également régie par cette règle
Hain + Tomlinson (am.30)
- prévoir que l'identification d'autres domaines de criminalité (premier tiret) se fait à la majorité qualifiée ou superqualifiée, plutôt qu'à l'unanimité
de Villepin (am. 10), Michel + 5 Conventionnels (am.12), Berger + Einem) (am.19), Van Lancker (am.21), Duhamel + 8 Conventionnels (am. 22), Voggenhuber + 2 Conventionnels (am.26), van der Linden + Timmermans (am. général), Voggenhuber + 3 Conventionnels (am. Général)
- prévoir que l'identification d'autres domaines de criminalité (premier tiret) nécessite la ratification par tous les Etats membres
Hjelm-Wallen + 3 Conventionnels (am.1)
- remplacer "règles minimales" par "socle commun"
de Villepin (am.10)

- supprimer le deuxième tiret (tout en ajoutant, dans la plupart des amendements, plusieurs autres domaines de criminalité à la liste contenue dans le premier tiret, tels que la criminalité environnementale, fraudes et délits contre les intérêts financiers de l'Union)
Hjelm-Wallen + 3 Conventionnels (am.1), Wuermeling (am.2), Fini (am.5), Teufel (am.16), Roche (am.18), Schlüter (am.20), Heathcoat-Amory (am.23), Tiilikainen + 5 Conventionnels (am.29)
- ajout d'autres domaines de criminalité, (notamment crime contre l'environnement, racisme et xénophobie) à la liste contenue dans le premier tiret (sans remettre en cause le deuxième tiret)
Lennmarker + Svensson (am.4); Dybkjaer (am.8); de Villepin (am.10), de ROSSA (am.13), Carey (am.15), Kaufmann (am.17), Berger + Einem (am.19), Van Lancker (am.21), Duhamel + 8 Conventionnels (am.22), Duff + 18 Conventionnels (am.25), Voggenhuber + 2 Conventionnels (am.26)
- introduire une liste de domaines de criminalité également dans le 2ème tiret
Hain + Tomlinson (am.30)
- modification de certains domaines figurant actuellement dans la liste du premier tiret ("criminalité informatique"; "crime organisé")
Hain + Tomlinson (am.30)
- rendre la liste des domaines de criminalité non-exhaustive
Van Lancker (am.21), Duhamel + 8 Conventionnels (am.22), Duff + 18 Conventionnels (am.25)
- prévoir que les domaines de criminalité du 1er tiret peuvent soit être transfrontaliers, soit justifier un besoin particulier de poursuite en commun, soit, (dans le cas d'un amendement) se diriger contre les intérêt de l'Union
Michel + 5 Conventionnels (am.12), Van Lancker (am.21), de Vries + de Bruijn (am.28)
- prévoir la possibilité de "lois" dans le deuxième tiret
Duff + 18 Conventionnels (am.25)
- exclure des règles portant sur des sanctions pénales minimales
Hain + Tomlinson (am.30)
- amendements rédactionnels
Muscardini (am.7); Badinter (am.11); Kaufmann (am.17); Duff + 18 Conventionnels (am.25), de Vries + de Bruijn (am.28); ainsi que plusieurs Conventionnels germanophones, sur une erreur de traduction DE ("insbesondere"); ainsi que plusieurs Conventionnels anglophones, sur l'expression "joint prosecution" (qui ne traduit pas correctement l'idée du Praesidium)

Article 18 : Prévention du crime

« Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois et lois-cadres pour encourager et appuyer l'action des Etats membres dans le domaine de la prévention du crime, à l'exclusion de tout rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres non permis par d'autres dispositions de la Constitution. »

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- prévoir l'unanimité pour cet l'article
Schlüter (am.7), Tajani (am.10)
- supprimer "encourager"
Heathcoat-Amory (am.9)
- transférer cet article comme article unique d'un nouveau chapitre 2 bis
Michel + 5 Conventionnels (am.5)
- prévoir des lois et des recommandations ou avis (pas de lois-cadre), ou prévoir aucun instrument législatif
Kirkhope (am.1), Stockton (am.2), Wuermeling (am.4)
- ajout d'un nouveau paragraphe: obligation de respecter des aspects de prévention de crime dans toutes les politiques de l'Union
Farnleitner (am.3)
- mention des autorités régionales et locales
Chabert + 5 Conventionnels (am.8)
- amendements rédactionnels
Farnleitner (am.3), Roche (am.) ; Duff + 19 Conventionnels (am.11) ; Hain + Tomlinson (am.12)

Article 19 : Eurojust

- 1) *La mission d'Eurojust est d'assurer la coordination et la coopération entre les autorités nationales chargées des poursuites relatives à la criminalité grave affectant deux ou plusieurs Etats membres ou exigeant une poursuite en commun, sur la base des opérations effectuées et des informations fournies par les autorités des Etats membres et par Europol.*
- 2) *Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, déterminent la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Eurojust. Ces tâches peuvent comprendre :*
 - *le déclenchement et la coordination de poursuites pénales conduites par les autorités nationales compétentes;*
 - *le renforcement de la coopération judiciaire, y compris par la résolution de conflits de compétences et par une coopération étroite avec le réseau judiciaire européen ;*
 - *une supervision appropriée des activités opérationnelles d'Europol.*

La loi visée à l'alinéa précédent fixe également les modalités de l'association du Parlement européen et des parlements nationaux à l'évaluation des activités d'Eurojust.
- 3) *Dans le cadre des poursuites visées à la présente disposition, et sans préjudice de l'article suivant, les actes officiels de procédure judiciaire sont adoptés par les agents nationaux compétents.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- Certains Conventionnels sont contraires à l'idée que le Conseil statue à la majorité qualifiée. Ils proposent que le Conseil statue à l'unanimité ;
Queiró (am.5)
 - Après avoir consulté le Parlement européen ;
Kvist (am.2) ; Roche (am.3), Lopes (am.4)
 - Ou après l'avis conforme du Parlement européen ;
Schlüter (am.6)
 - Ou dans le cadre de la procédure législative ;
De Vries et de Bruijn (am.7) ; Tajani (am.8) ; Farnleitner (am.10) (qui propose l'unanimité uniquement lorsque la loi européenne règle le « déclenchement et la coordination de poursuites pénales)
- Un Conventionnel accepte la procédure législative et la majorité qualifiée du Conseil, mais propose l'ajout d'un nouveau paragraphe, selon lequel le Conseil, statuant à l'unanimité, peut conférer d'autres tâches à Eurojust, en fonction d'un besoin démontrable et tenant compte des différents systèmes et traditions juridiques ;

Hain (am.9)

- D'autres suggèrent qu'Eurojust se limite à « proposer » le déclenchement » de poursuites pénales
- *Hain (am. 9) ; Teufel (am.15)*
- Certains Conventionnels sont contre l'idée qu'Eurojust « déclenche » des poursuites pénales
- *Roche (am. 3) ; Fini (am. 21) ; Muscardini (am. 22) ; Queiro (am. 5) ; de Vries (am. 7) ; Heathcoat-Amory (am. 14) ; Hjelm-Wallén (am. 16) ; Wuermeling (am. 17)*
- Sur la supervision des activités d'Europol, certains Conventionnels sont contre :
Kirkhope ; (am.1) ; Roche (am.3) ; Queiro (am.5) ; Farnleitner (am.10) ; Heathcoat-Amory (am.14) ; Teufel (am.15) ; Hjelm-Wallén et Lekberg (am.16) ; Wuermeling (am.17).

D'autres préfèrent remplacer le mot « supervision » par « coordination des enquêtes menées par Europol » ;
De Villepin (am.11) ;

Ou supervision également des activités d'enquête d'Europol ;
Hain (am.9) ; Fischer (am.18) qui mentionne la nécessité que cette supervision soit possible dans l'Etat membre concerné ;

- Certains Conventionnels souhaitent qu'Eurojust soit doté de personnalité juridique ;
Brok + 36 Conventionnels (am.19) ; Fogler (am.20)
- Des Conventionnels ont ajouté qu'Eurojust devrait avoir également compétence pour la prévention de la fraude au détriment du budget de l'Union ;
Brok + 36 Conventionnels (am.19) ; Fogler (am.20) ; Tajani (am.8).
- Une Conventionnelle est contraire à ce que les parlements nationaux soient associés à l'évaluation des activités d'Eurojust ;
Berger (am.25)

Article 20 : Parquet européen

- 1) *En vue de combattre les crimes graves ayant une dimension transfrontalière, ainsi que les activités illégales portant atteinte aux intérêts de l'Union, le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, peut adopter une loi européenne créant un Parquet européen au sein d'Eurojust. Le Parquet européen est compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement les auteurs et complices des crimes graves affectant plusieurs Etats membres, ainsi que des infractions aux intérêts financiers de l'Union, tels que déterminées par la loi prévue au paragraphe suivant. Il exerce devant les juridictions compétentes des Etats membres l'action publique relative à ces infractions.*
- 2) *La loi visée au paragraphe précédent fixe le statut du Parquet européen, les conditions d'exercice de ses fonctions, les règles de procédure applicables à ses activités ainsi que celles gouvernant l'admissibilité des preuves et les règles applicables au contrôle juridictionnel des actes de procédure pris par le Parquet européen dans l'exercice de ses fonctions.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- Un certain nombre de Conventionnels estiment qu'il n'y a pas de raison valable pour la création d'un Parquet européen et se prononcent contre ;
Hain (am.1), de Vries et de Bruijn (am.2) ; Roche (am.3) ; Schlüter (am.4) ; Queiro (am.5) ; Wuermeling (am.6) ; Hjelm-Wallén, Lekberg et Lennmarker (am.7) ; Kirkhope (am.8), Farnleitner (am.9) ; Tajani (am.10) ; Heathcoat-Amory (am.11) ; Tiilikainen + 5 Conventionnels (am. 36) ; Muscardini (am.12), (qui propose d'ajouter les tâches prévues par le parquet européen à Eurojust) ;
- Un Conventionnel propose d'insérer un paragraphe avant le paragraphe 1 prévoyant que l'Union se dote d'un droit pénal européen, complété par des règles de procédure pénales européennes ;
Fayot (am.13).
- Un Conventionnel propose que le Parquet européen « soit institué par les Etats membres qui ont déclaré accepter sa création ».
Haenel + 1 Conventionnel (am.14)
- D'autres Conventionnels sont favorables à la création d'un Parquet européen conformément à la procédure législative ;
Costa + 1 Conventionnel (am.15) (il propose que tout élargissement de ses compétences soit décidé par le Conseil à l'unanimité, après avis conforme du Parlement) ; Duff + 19 Conventionnels (am. 16) ; Brok + 32 Conventionnels (am.21), Michel + 5 Conventionnels ; Voggenhuber + 1 Conventionnel (am.23) ; Borrell + 2 Conventionnels (am.30)
- Ou conformément à la procédure législative, mais le Conseil statuant à la majorité qualifiée

renforcée

Duhamel + 8 Conventionnels (am. 29)

- Certains Conventionnels proposent la création du Parlement européen x années après l'entrée en vigueur de la Constitution :
 - 5 ans après l'entrée en vigueur de la Constitution ;
Lequiller (am.18) ou
 - X années après l'entrée en vigueur de la Constitution ;
De Villepin (am.22)
 - Des Conventionnels ont précisé que le Parquet européen devrait être créé à partir d'Eurojust et non « au sein » ou auprès d'Eurojust¹
Vuggenhuber + 1 Conventionnel (am.23), Michel + 5 Conventionnels (am.19) ; Kaufmann (am.20) ; Fisccher (am.26) ; Wuermeling (am.27), Kohout (am.34)
 - Un Conventionnel propose que le Parquet européen soit créé dans la Constitution et non à partir d'Eurojust
Badinter (am.33)
 - Sur les compétences du Parquet européen, certains Conventionnels ajoutent la phrase « domaines de criminalité grave et qui révèlent une dimension transfrontalière résultant du caractère ou des incidences des infractions ou d'un besoin particulier de les poursuivre en commun » (qui figure à l'article 17 ci-après) ;
Duff + 19 Conventionnels (am.16) ; Kaufmann (am.20) (qui se réfère à l'article 17).
- D'autres ajoutent la défense de la monnaie unique ;
Teufel (am.24) ; Wuermeling (am.27).
- D'autres encore la supervision des activités d'enquête d'Europol ;
Teufel (am.23) ; Fischer (am.26) ; Wuermeling (am.27).
- Certains Conventionnels proposent que ce soit une loi organique qui porte création du Parquet européen ;
Michel + 5 Conventionnels (am.19) ; Kauffman (am.20)
 - Des Conventionnels proposent de modifier les mots « peut adopter » par « adopter » ;
Floch (am.17) (dans le même sens : « il est institué un Procureur européen ») ;
Michel + 5 Conventionnels (am.19), Brok + 32 Conventionnels (am.21) ; de Villepin (am.22) ; Meyer (am.25) ; Fischer (am.26) ; Wittbrod et Fogler (am.28) ; Borrell + 2 Conventionnels (am.30).

D'AUTRES AMENDEMENTS

- Certains Conventionnels marquent leur accord sur la création d'un Parquet européen mais

¹ Ceci est dû en partie à une question de traduction. Dans certaines versions « au sein de l'Eurojust » a été traduit de manière à signifier « auprès d'Eurojust ». Ceci impliquerait qu'Eurojust et le Parquet européen continueraient à co-exister, alors que l'idée est de faire évoluer Eurojust vers un Parquet européen.

proposent en plus que soit créé une juridiction d'arbitrage en matière civile au sein de la Cour de justice. Cette juridiction serait compétente pour définir, en cas de contentieux en matière civile entre deux juridictions internes relevant d'Etats membres différents, le droit applicable et le juge compétent.

Berès + 2 Conventionnels (am.35).

Article 21 : Coopération en matière de sécurité intérieure

- « 1) *L'Union développe une coopération qui associe toutes les autorités compétentes en matière de sécurité intérieure des États membres, y compris les services de police, de douanes et d'autres services spécialisés dans les domaines de la prévention ou de détection des infractions pénales, et des enquêtes en la matière.*
- 2) *A cette fin, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadres portant sur :*
- *la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange d'informations pertinentes ;*
 - *la formation et les échanges de personnels, les équipements et la recherche ;*
 - *toute autre mesure, non visé au paragraphe suivant, favorisant la coopération entre les autorités visées au présent article.*
- 3) *Le Conseil peut adopter à l'unanimité des lois et des lois-cadre portant sur la coopération opérationnelle entre les autorités visées au présent article. Il statue après consultation du Parlement européen. »*

I. EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- limiter le champ d'application de cet article (selon la plupart des amendements: à la "coopération policière"; ou: aux "autorités de police, de douane, de protection civile")
Farnleitner (am.4), Lopes + Lobo Antunes (am.9), Kaufmann (am.11), Roche (am.13), Fischer (am.20), de Vries + de Bruijn (am.21), Tiilikainen + 5 (am.22), Hain + Tomlinson (am.24)
- supprimer paragraphes 2 et 3
Kirkhope (am.1)
- supprimer le 3ème tiret du paragraphe 2, ou préciser qu'il s'agit de la coopération "administrative", ou le remplacer par des tirets additionnels plus spécifiques, ou par une clause permettant au Conseil d'identifier d'autres domaines soumis à la procédure législative
Teufel (am.10); Roche (am.3), Hjelm-Wallen + 4 (am.16), Heathcoat-Amory (am.17), Fischer (am.20), Hain + Tomlinson (am.24)
- supprimer le paragraphe 3
Kaufmann (am.11)
- remplacer le paragraphe 3 par une liste de plusieurs tirets
Fischer (am.20)
- prévoir l'unanimité pour tout l'article
Santer + 3 (am.6), Lopes + Lobo Antunes (am.9), Queiro (am.14), de Vries + de Bruijn (am.21)
- étendre le champ de la procédure législative générale (majorité qualifiée + codécision) à tout le 3ème paragraphe, ou à une partie (coopération opérationnelle sauf si elle touche à l'ordre

public), ou prévoir une majorité qualifiée renforcée
*de Villepin (am.5), Michel + 5 Conventionnels (am.7), Duff + 16 Conventionnels (am.18),
Voggenhuber + 2 Conventionnels (am.19), van der Linden + Timmermans (am. Général),
Voggenhuber + 3 Conventionnels (am. Général)*

- "peut(vent) adopter..." au lieu d': "adopte(nt)"
Heathcoat-Amory (am.17)
- ajouter les gardes de frontière
Vastagh (am.8); Muscardini (am.3) (sous forme d'article séparé)
- prévoir la possibilité d'adopter également d'autres mesures que des lois et lois-cadre, dans le deuxième paragraphe
Hjelm-Wallen + 4 Conventionnels (am.16)
- prévoir des "règlements" au lieu de lois / lois-cadre dans le 3ème paragraphe
Duhamel + 10 Conventionnels (am.12), Duff + 16 Conventionnels (am.18), Borrell + 2 Conventionnels (am.23)
- prévoir la procédure législative dans le 3ème paragraphe
Voggenhuber + 2 Conventionnels (am.19)
- prévoir la majorité qualifiée renforcée
- *Duhamel + 10 Conventionnels (am. 12)*
- référence à la protection des données
Vassiliou (am.2), Voggenhuber + 2 Conventionnels(am.19)
- "sans préjudice d'accords bilatéraux ou multilatéraux des Etats membres"
Teufel (am.10), Heathcoat-Amory (am.17)
- amendements rédactionnels
Teufel (am.10), Timmermans + 3 Conventionnels (am.15), Fischer (am.20), Tiilikainen + 5 Conventionnels (am.22), Hain + Tomlinson (am.24)

Article 22 : Europol

- « 1) *La mission d'Europol est d'appuyer et de renforcer l'action des autorités policières des États membres ainsi que leur collaboration mutuelle dans la prévention et la lutte contre la criminalité grave affectant deux ou plusieurs États membres, le terrorisme et les formes de criminalité qui portent atteinte à un intérêt commun qui fait l'objet d'une politique de l'Union.*
- 2) *Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, déterminent la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Europol. Ces tâches peuvent comprendre :*
- *la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange des informations transmises par les autorités des États membres ou de pays ou instances tiers ;*
 - *la coordination, l'organisation et la réalisation d'enquêtes et d'actions opérationnelles, menées conjointement avec les services des États membres ou dans le cadre d'équipes conjointes d'enquête.*
- La loi visée à l'alinéa précédent fixe également les modalités de contrôle des activités d'Europol par le Parlement européen auquel sont associés les Parlements nationaux.*
- 3) *Toute action opérationnelle d'Europol doit être menée en liaison et en accord avec les services du ou des États membres dont le territoire est concerné. L'application de mesures de contrainte relève exclusivement des autorités nationales compétentes. »*

I. EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- prévoir l'unanimité pour tout l'article ou une partie
Santer + 3 Conventionnels (am.5), Lopes + Lobo Antunes (am.12), Teufel (am.14), Roche (am.16), Queiro (am. 18), de Vries + de Bruijn (am.24)
- possibilité pour l'Union de créer d'autres agences de coopération policière
Michel + 5 Conventionnels (am.7)
- restreindre, dans le premier paragraphe, les domaines d'action possible d'Europol, en supprimant "le terrorisme et les formes de criminalité ... politique de l'Union")
Hain + Tomlinson (am.27)
- rendre non-exhaustive l'énumération de tâches potentielles dans le paragraphe 2
Michel + 5 Conventionnels (am.7)
- prévoir que les tâches énumérées dans le paragraphe 2 *sont* des tâches d'Europol (non seulement des tâches potentielles)
Brok + 30 Conventionnels (am.13), Fogler (am.20), Hain + Tomlinson (am.27) (mais en limitant ces tâches)
- modifier le deuxième tiret du paragraphe 2, dans le sens de limiter les tâches potentielles d'Europol (notamment: uniquement un soutien aux autorités des Etats membres)

Farnleitner (am.6), Roche (am.16), Tiilikainen + 5 Conventionnels (am.27), Hain + Tomlinson (am.27)

- "contrôle conjoint" par le Parlement européen et les parlements nationaux, ou formules similaires, ou formules plus explicites sur les parlements nationaux
Haenel + 2 Conventionnels (am.4), Costa + d'Oliveira Martins (am.10), Hjelm-Wallen + 5 (am.21)
- suppression du paragraphe 3, ou prévoir des limites moins strictes du développement d'Europol dans ce paragraphe
de Villepin (am.3), Farnleitner (am.6), Roche (am.16), Duff + 19 Conventionnels (am.23)
- prévoir des limites plus strictes du développement d'Europol dans le paragraphe 3
Wuermeling (am.1)
- prévoir la possibilité, par unanimité, d'étendre les tâches d'Europol au delà des paragraphes 2 et 3
Fischer (am.25)
- inclure une référence à Interpol
Stockton (am.11)
- mention des autorités régionales et locales
Chabert + 5 Conventionnels (am.19)
- proposition d'un nouvel article analogue créant "Eurobord" (garde de frontières commune)
Berger + Einem (am.17) voir également (am.3) Vastagh (sous l'article 23)
- amendements rédactionnels
de Villepin (am.3), Azevedo + Pereira (am.8), Fini (am.9), Kaufmann (am.15), Hjelm-Wallen + 5 Conventionnels (am.21), de Vries + de Bruijn (am.24)

Article 23 : Interventions sur le territoire d'un autre état membre

« Le Conseil adopte à l'unanimité des lois et lois-cadres fixant les conditions et les limites dans lesquelles les autorités compétentes des Etats membres visées aux articles 13 et 15 peuvent intervenir sur le territoire d'un autre État membre en liaison et en accord avec les autorités de celui-ci. Il statue après consultation du Parlement européen. »

I. EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

- supprimer l'article
Stockton (am.5), Krikhope (am.7)
- amendements corrigeant la référence à l'article 13 qui doit être faite à l'article 21 (nombreux amendements dans ce sens; il s'agissait d'une erreur dactylographique du texte du Praesidium)
- inclure une référence à l'article 14
Teufel (am.9)
- remplacer la référence aux articles 13 et 15 par une autre formule "dans les domaines de sécurité intérieure, de l'immigration clandestine et de la gestion des frontières")
Santer + 3 (am.4)
- prévoir la procédure législative (à savoir, Conseil, par majorité qualifiée, en codécision), ou la majorité renforcée
Borrell + 2 (am.2), Michel + 5 Conventionnels (am.6), Duhamel + 9 Conventionnels (am.11), Duff + 17 Conventionnels (am.13), van der Linden + Timmermans (am. Général), Voggenhuber + 3 Conventionnels (am. Général)
- prévoir l'avis conforme du Parlement européen
Kaufmann (am.10), Heathcoat-Amory (am 12) (??)
- "peut adopter" au lieu de : "adopte"
Heathcoat-Amory (am.12)
- adoption de lois-cadre seulement
de Vries + de Bruijn (am.15), Hain + Tomlinson (am.17)
- ajout de deux paragraphes
Muscardini (am.16)

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 31, PARTIE I.

1. FISCHER
2. VOGGENHUBER + 2 CONVENTIONNELS
3. FOGLER
4. BROK + 31 CONVENTIONNELS
5. DUHAMEL + 9 CONVENTIONNELS
6. MICHEL + 5 CONVENTIONNELS
7. DUFF +
8. KAUFMANN
9. ANDRIUKAITIS
10. KOHOUT
11. KIRKHOPE
12. SANTER + 2 CONVENTIONNELS
13. DE VILLEPIN
14. ROCHE
15. FINI
16. AZEVEDO
17. GABAGLIO
18. DE VRIES ET DE BRUIJN
19. FARNEILTER
20. THE EARL OF STOCKTON
21. WUERMELING
22. KVIST
23. MUSCARDINI
24. HJELM-WALLÉN ET LEKBERG
25. HAIN
26. LUIS QUEIRÓ
27. HEATHCOAT-AMORY
28. CHABERT + 4 CONVENTIONNELS
29. HÜBNER
30. TEUFEL

31. *BORRELL ET CARNERO U LÓPEZ GARRIDO*
32. *HAENEL + 2 CONVENTIONNELS*
33. *COSTA ET D'OLIVEIRA MARTINS*
34. *SVENSSON*
35. *LENNMARKER*
36. *VAN DER LINDEN + 2 CONVENTIONNELS*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 1, PARTIE II.

1. KIRKHOPE
2. DUFF + 20 CONVENTIONNELS
3. KAUFMAN
4. DUHAMEL + 9 CONVENTIONNELS
5. VOGGENHUBBER + 1 CONVENTIONNELS
6. MICHEL + 5 CONVENTIONNELS
7. THE EARL OF STOCKTON
8. DE VILLEPIN
9. MUSCARDINI
10. ROCHE
11. FARNEITNER
12. DE VRIES ET DE BRUIJN
13. VAN DER LINDEN +3 CONVENTIONNELS
14. WUERMELING
15. HEATHCOAT-AMORY
16. FINI
17. DYBKJAER
18. DE ROSSA
19. CAREY
20. GABAGLIO
21. FIGEL + 3 CONVENTIONNELS
22. RUPPEL ET LENARCIC
23. QUEIRÓ
24. HJELM-WALLÉN ET LEKBERG
25. KUNEVA
26. TEUFEL
27. AZEVEDO
28. HAIN
29. HAENEL ET ATHANASIU
30. VASTAGH
31. COSTA ET D'OLIVEIRA MARTINS
32. FISCHER
33. BORREL ET CARNERO
34. BADINTER

LISTE DES AMENDEMENTS POUR L' ARTICLE X

1. *ANDRIUKAITIS, GRICIUS, MARTIKONIS, JUSYS, SIVICKAS, MALDEIKIS*
2. *AZEVEDO, NAZARE PEREIRA*
3. *BORRELL, CARNERO, LOPEZ-GARRIDO*
4. *BROK; SANTER; STYLIANIDIS; SZAJER; TEUFEL; TUSEK; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; FARNLEITNER; FOGLER FRENDON; GIANNAKOU; KELAM; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; KUTZKOVA; LENNMARKER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; NAZARE-PEREIRA; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; WÜRMELING; ZIELENIEC; ZILE*
5. *DE VRIES, DE BRUIJN*
6. *DUFF, DINI, HELMINGER, RUPEL, KREITZBERG, GRICIUS, HASOTTI, KACIN, AKÇAM MALDEIKIS, DYBKJAER, VAN EEKELEN, MACLENNAN OF ROGART, UZUN MATSAKIS, VASSILIOU, SZENT-IVANYI, ECKSTEINÇKOVACS, OZAL, SIVICKAS.*
7. *DUHAMEL, EINEMM., FAYOT, MCAVANM, MARINHO, VAN LANCKER, BERES, BERGER, CARNERO, PACIOTTI, THORNING-SCHMIDT*
8. *FARNLEITNER*
9. *FISCHER*
10. *HAIN, TOMLINSON*
11. *HÜBNER*
12. *KAUFMANN*
13. *KIRKHOPE*
14. *MEYER*
15. *MICHEL, DE GUCHT, DI RUPO VAN LANCKER, CHEVALIER NAGY*
16. *MUSCARDINI*
17. *PACIOTTI*
18. *ROCHE*
19. *SANTER, HELMINGER, FAYOT*
20. *THILIKAINEN, PELTOMÄKI, KILJUNEN, VANHANEN, KORHONEN, HELLE*
21. *VASSILIOU*
22. *VOGGENHUBER, LICHTENBERGER, MACCORMICK, NAGY*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 3, PARTIE II.

1. *ANDRIUKAITIS, GRICIUS, MARTIKONIS, JUSYS, SIVICKAS,*
2. *AZEVEDO NAZARE PEREIRA*
3. *BORRELL, CARNERO, LOPEZ-GARRIDO*
4. *BROK; SANTER; STYLIANIDIS; SZAJER; TEUFEL; TUSEK; VAN DER LINDEN;
ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; CUSHNAHAN; DEMETRIOU;
FARNLEITNER; FOGLER FRENDON; GIANNAKOU; KELAM; KELEMEN; KORHONEN;
KRASTS; KROUPA; KUTZKOVA; LENNMARKER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV;
NAZARE-PEREIRA; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; WÜRMELING; ZIELENIEC;
ZILE*
5. *CHABERT, DAMMEYER, DEWAELE, DU GRANRUT, MARTINI, VALCARCEL SISO,*
6. *COSTA, D'OLIVEIRA MARTINS*
7. *DE VRIES, DE BRUIJN*
8. *DUFF, DINI, HELMINGER, RUPEL, KREITZBERG, GRICIUS, HASOTTI, KACIN,
AKÇAM, MALDEIKIS, DYBKJAER, VAN EEKELEN, MACLENNAN OF ROGART, UZUN,
MATSAKIS, VASSILIOU, SZENT-IVANYI, ECKSTEINÇKOVACS, OZAL, SIVICKAS*
9. *DUHAMEL, EINEMM., FAYOT, MCAVANM., MARINHO, VAN LANCKER, BERES,
BERGER., CARNERO, PACIOTTI, THORNING-SCHMIDT*
10. *THE EARL OF STOCKTON*
11. *FARNLEITNER*
12. *FIGEL, BELOHORSKA, MIGAS*
13. *FISCHER*
14. *FLOCH*
15. *HAENEL, ATHANASIU, BADINTER*
16. *HAIN, LORD TOMLINSON*
17. *HEATHCOAT-AMORY*
18. *HJELM-WALLEN, PETERSSON, LEKBERG, KVIST, SVENSSON*
19. *HÜBNER*
20. *KAUFMANN*
21. *KIRKHOPE*
22. *KOHOUT*
23. *KUNEVA*
24. *LEQUILLER,*
25. *MEYER*
26. *MICHEL, DE GUCHT, DI RUPO, VAN LANCKER, CHEVALIER, NAGY*
27. *QUEIRO*

28. *ROCHE*
29. *SANTER, HELMINGER, FAYOT, SCHMIT*
30. *SCHÜLTER*
31. *TEUFEL*
32. *THILIKAINEN, PELTOMÄKI, KILJUNEN, VANHANEN, KORHONEN, HELLE*
33. *VAN DER LINDERN, TIMMERMANS, VAN EEKELEN, VAN DIJK*
34. *VASTAGH*
35. *DE VILLEPIN.*
36. *VOGGENHUBER, LICHTENBERGER, NAGY*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 4, PARTIE II.

1. *BORREL, CARNER, LOPEZ-GARRIDO*
2. *CHABERT, DAMMEYER, DEWAELE, DU GRANRUT, MARTINI, VALCARCEL SISO,*
3. *COSTA, D'OLIVEIRA MARTINS*
4. *DUFF, DINI, HELMINGER, RUPEL, KREITZBERG, GRICIUS, HASOTTI, KACIN, AKÇAM, DYBKJAER, VAN EEKELEN, LORD MACLENNAN OF ROGART, UZUN, MATSAKIS, VASSILIOU, ISTVAN SZENT-IVANYI, ECKSTEIN-KOVACS, OZAL, SIVICKAS*
5. *DUHAMEL, EINEMM., FAYOT, MCAVANM, MARINHO, VAN LANCKER, BERES, BERGER, CARNERO, PACIOTTI, THORNING-SCHMIDT*
6. *FISCHER*
7. *HAIN*
8. *HEATHCOAT-AMORY*
9. *HÜBNER*
10. *KAUFMANN*
11. *KIRKOPE*
12. *KOHOUT*
13. *LEQUILLER,*
14. *MICHEL, DE GUCHT, DI RUPO VAN LANCKER, CHEVALIER NAGY*
15. *PACIOTTI*
16. *QUEIRO*
17. *ROCHE*
18. *TEUFEL*
19. *TIILIKAINEN, KILJUNEN, VANHANEN, PELTOMÄKI, KORHONEN, HELLE*
20. *TIMMERMANS, VAN DER LINDEN, VAN EEKELEN, VAN KIJK*
21. *DE VILLEPIN*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 5, PARTIE II.

1. AZEVEDO, PEREIRA
2. BELHORSKA
3. BORRELL
4. CHABERT, DAMMEYER, DEWAELE, DU GRANRUT, MARTINI, VALCARCEL SISO,
5. CUSHNAHAN
6. DE VRIES, DE BRUIJN
7. DUFF, DINI, HELMINGER, RUPEL, KREITZBERG, GRICIUS, HASOTTI, KACIN, AKÇAM, DYBKJAER, VAN EEKELEN, LORD MACLENNAN OF ROGART, UZUN, MATSAKIS, VASSILIOU, ISTVAN SZENT-IVANYI, ECKSTEIN-KOVACS, OZAL, SIVICKAS
8. DUHAMEL, EINEMM., FAYOT, MCAVANM, MARINHO, VAN LANCKER, BERES, BERGER, CARNERO, PACIOTTI, THORNING-SCHMIDT
9. FARNLEITNER
10. FISCHER
11. GABAGLIO
12. HAENEL, ATHANASIU, BADINTER
13. HAIN, TOMLINSON
14. HEATHCOAT-AMORY
15. HJELM-WALLEN, PETERSSON, LEKBERG, KVIST, SVENSSON
16. HÜBNER
17. KAUFMANN
18. KIRKHOPE
19. KUNEVA
20. LENMARKER
21. LOPES, LOBO ANTUNES
22. MICHEL, DE GUCHT, DI RUPO VAN LANCKER, CHEVALIER NAGY
23. QUEIRO
24. ROCHE
25. RUPE, LENARCIC
26. SANTER, HELMINGER, FAYOT
27. SCHLÜTER
28. SVENSSON
29. TAJANI

30. *TEUFEL*
31. *TIILIKAINEN, PELTOMÄKI, VANHANEN, KORHOEN, HELLE*
32. *VASTAGH*
33. *DE VILLEPIN*
34. *VOGGENHUBER, LICHTENBERGER,*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 6, PARTIE II.

1. *BORRELL ET CARNERO*
2. *WUERMELING*
3. *DE VRIES ET DE BRUIJN*
4. *HELM-WALLÉN + 3 CONVENTIONNELS*
5. *HAIN*
6. *HEATHCOAT-AMORY*
7. *QUEIRÓ*
8. *KAUFMANN*

LISTE DES AMENDEMENTS DE L'ARTICLE 7, PARTIE II

1. *SANTER + 3 CONVENTIONNELS*
2. *KOHOUT*
3. *KIRKHOPE*
4. *FIGEL + 3 CONVENTIONNELS*
5. *MICHEL + 5 CONVENTIONNELS*
6. *FARNLEITNER*
7. *EARL OF STOCKTON*
8. *LOPES + LOBO ANTUNES*
9. *TEUFEL*
10. *KAUFMANN*
11. *BORRELL + 2 CONVENTIONNELS*
12. *ROCHE*
13. *QUEIRO*
14. *CHABERT + 5 CONVENTIONNELS*
15. *DUHAMEL + 10 CONVENTIONNELS*
16. *HEATCOAT-AMORY*
17. *DUFF + 19 CONVENTIONNELS*
18. *VOGGENHUBER + 2 CONVENTIONNELS*
19. *FISCHER*
20. *DE VRIES + DE BRUIJN*
21. *HAIN + TOMLINSON*
22. *TIILIKAINEN + 5 CONVENTIONNELS*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 8, PARTIE II.

1. *KIRKHOPE*
2. *MICHEL + 5 CONVENTIONNELS*
3. *HEATHCOAT-AMORY*
4. *LENNMARKER ET SVENSSON*
5. *VOGGENHUBBER + 2 CONVENTIONNELS*
6. *WITTBRODT + 1 CONVENTIONNEL*
7. *COSTA + 1 CONVENTIONNEL*
8. *DUHAMEL + 9 CONVENTIONNELS*
9. *BORRELL ET CARNERO*
10. *DUFF + 19 CONVENTIONNELS*
11. *RUPEL + 1 CONVENTIONNEL*
12. *FISCHER*
13. *VAN DIJK + 1 CONVENTIONNEL*
14. *SANTER + 3 CONVENTIONNELS*
15. *DE VRIES ET DE BRUIJN*
16. *FIGEL + 3 CONVENTIONNELS*
17. *THE EARL OF STOCKTON*
18. *MUSCARDINI*
19. *FARNLEITNER*
20. *HÜBNER*
21. *QUEIRÓ*
22. *HAIN*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 9, PARTIE II.

1. *FARNLEITNER*
2. *FISCHER*
3. *BROK + 32 CONVENTIONNELS*
4. *DUHAMEL + 9 CONVENTIONNELS*
5. *FOGLER*
6. *DUFF + 19 CONVENTIONNELS*
7. *VOGGENHUBBER + 2 CONVENTIONNELS*
8. *MICHEL + 5 CONVENTIONNELS*
9. *BORREL ET CARNERO*
10. *HEATHCOAT-AMORY*
11. *HAIN*
12. *DE VRIES ET DE BRUIJN*
13. *HÜBNER*
14. *VASSILIOU*
15. *CHABERT + 4 CONVENTIONNELS*
16. *DE VILLEPIN*
17. *TEUFEL*
18. *FINI*
19. *HJELM-WALLÉN*
20. *LOPES ET LOBO ANTUNES*
21. *QUEIRÓ*
22. *SCHLÜTER*
23. *KOHOUT*
24. *BADINTER*
25. *FIGEL*
26. *ROCHE*
27. *DE VRIES ET DE BRUIJN*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 10, PARTIE II.

1. *BADINTER*
2. *BERGER, EINEM*
3. *BROK; SANTER; STYLIANIDIS; SZAJER; TEUFEL; TUSEK; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; FARNLEITNER; FOGLER FRENDON; GIANNAKOU; KELAM; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; KUTZKOVA; LENNMARKER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; NAZARE-PEREIRA; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; WÜRMELING; ZIELENIEC; ZILE*
4. *CHABERT, DAMMEYER, DEWAELE, DU GRANRUT, MARTINI, VALCARCEL SISO*
5. *COSTA*
6. *DE VRIES, DE BRUIJN.*
7. *DUFF, DINI, HELMINGER, RUPEL, KREITZBERG, GRICIUS, HASOTTI, KACIN, AKÇAM, DYBKJAER, VAN EEKELEN, LORD MACLENNAN OF ROGART, UZUN, MATSAKIS, VASSILIOU, ISTVAN SZENT-IVANYI, ECKSTEIN-KOVACS, OZAL, SIVICKAS*
8. *DUHAMEL, EINEMM., FAYOT, MCAVANM, MARINHO, VAN LANCKER, BERES, BERGER, CARNERO, PACIOTTI, THORNING-SCHMIDT.*
9. *THE EARL OF STOCKTON*
10. *FARNLEITNER*
11. *FINI*
12. *FISCHER*
13. *HAIN, TOMLINSON.*
14. *HEATHCOAT-AMORY*
15. *HJELM-WALLEN, PETERSSON, LEKBERG, SVENSSON*
16. *KALNIETE, ZILE, LIEPINA, PIKS, KRISJANIS KARINS, KRASTS*
17. *KAUFMANN*
18. *KIRKHOPE*
19. *KUNEVA*
20. *LENNMARKER, KVIST*
21. *LOPES, LOBO ANTUNES*
22. *MUSCARDINI*
23. *PALACIO*
24. *SCHLÜTER*
25. *TEUFEL*
26. *HJELM-WALLEN, PETERSSON, LEKBERG, KVIST, SVENSSON*

27. *VASTAGH*
28. *DE VILLEPIN*
29. *WITTBRODT, FOGLER*
30. *WUERMELING*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 11, PARTIE II.

1. *BROK; SANTER; STYLIANIDIS; SZAJER; TEUFEL; TUSEK; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; FARNLEITNER; FOGLER FRENDON; GIANNAKOU; KELAM; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; KUTZKOVA; LENNMARKER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; NAZARE-PEREIRA; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; WÜRMELING; ZIELENIEC; ZILE*
2. *DE VRIES, DE BRUIJN*
3. *VAN DIJK*
4. *DUFF, DINI, HELMINGER, RUPEL, KREITZBERG, GRICIUS, HASOTTI, KACIN, AKÇAM, DYBKJAER, VAN EEKELEN, LORD MACLENNAN OF ROGART, UZUN, MATSAKIS, VASSILIOU, ISTVAN SZENT-IVANYI, ECKSTEIN-KOVACS, OZAL, SIVICKAS*
5. *DUHAMEL, EINEMM., FAYOT, MCAVANM, MARINHO, VAN LANCKER, BERES,*
6. *EINEM, BERGER*
7. *FINI*
8. *FISCHER*
9. *HAIN, TOMLINSON*
10. *HEATHCOAT-AMORY*
11. *HJELM-WALLEN, PETERSSON, LEKBERG, SVENSSON*
12. *KAUFMANN*
13. *KIRKHOPE*
14. *MICHEL, DE GUCHT, DI RUPO, VAN LANCKER, CHEVALIER, NAGY*
15. *MUSCARDINI*
16. *QUEIRO*
17. *QUEIRO*
18. *SANTER, HELMINGER, FAYOT*
19. *SKAARUP*
20. *TEUFEL*
21. *TIILIKAINEN, PELTOMÄKI, KILJUNEN, VANHANEN, KORHONEN, HELLE*
22. *VASTAGH*
23. *VOGGENHUBER, LICHTENBERGER, MACCORMICK*
24. *WITTBRODT, FOGLER*
25. *WUERMELING*
26. *WUERMELING*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 12, PARTIE II.

1. *ABITBOL*
2. *BORRELL, CARNERO, LOPEZ-GARRIDO*
3. *BROK; SANTER; STYLIANIDIS; SZAJER; TEUFEL; TUSEK; VAN DER LINDEN; ALMEIDA GARRETT; ALTMAIER; AZEVEDO; CUSHNAHAN; DEMETRIOU; FARNLEITNER; FOGLER FRENDON; GIANNAKOU; KELAM; KELEMEN; KORHONEN; KRASTS; KROUPA; KUTZKOVA; LENNMARKER; MAIJ-WEGGEN; MLADENOV; NAZARE-PEREIRA; PIKS; RACK; VAN DIJK; WITTBRODT; WÜRMELING; ZIELENIEC; ZILE*
4. *DE VRIES, DE BRUIJN*
5. *DUFF, DINI, HELMINGER, RUPEL, KREITZBERG, GRICIUS, HASOTTI, KACIN, AKÇAM, DYBKJAER, VAN EEKELEN, LORD MACLENNAN OF ROGART, UZUN, MATSAKIS, VASSILIOU, ISTVAN SZENT-IVANYI, ECKSTEIN-KOVACS, OZAL, SIVICKAS*
6. *DUHAMEL, EINEMM., FAYOT, MCAVANM, MARINHO, VAN LANCKER, BERES,*
7. *THE EARL OF STOCKTON*
8. *FARNLEITNER*
9. *FINI*
10. *FISCHER*
11. *HAIN, TOMLINSON*
12. *HEATHCOAT-AMORY*
13. *HJELM-WALLEN, PETERSSON, LEKBERG, LENMARKER, KVIST, SVENSSON*
14. *KALNIETE, ZILE, LIEPINA, PIKS, KRISJANIS KARINS, KRASTS*
15. *KAUFMANN*
16. *KIRKHOPE*
17. *MICHEL, DE GUCHT, DI RUPO, VAN LANCKER, CHEVALIER, NAGY*
18. *MICHEL, DE GUCHT, DI RUPO, VAN LANCKER, CHEVALIER, NAGY*
19. *MUSCARDINI*
20. *QUEIRO*
21. *QUEIRO*
22. *QUEIRO*
23. *SCHLÜTER*
24. *SKAARUP*
25. *SPERONI*
26. *TEUFEL*

27. *TIILIKAINEN, PELTOMÄKI, KILJUNEN, VANHANEN, KORHOEN, HELLE*
28. *TIMMERMANS, VAN DEN LINDEN*
29. *VAN DIJK*
30. *DE VILLEPIN*
31. *WUERMELING*
32. *WUERMELING*
33. *WUERMELING*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 13, PARTIE II.

1. *DE VRIES, DE BRUIJN*
 2. *FIGEL, BELOHORSKA, MIGAS, ZALA*
 3. *FINI*
 4. *FISCHER*
 5. *HAIN, TOMLINSON*
 6. *HEATHCOAT-AMORY*
 7. *HJELM-WALLEN,PETERSSON, LEKBERG, KVIST, SVENSSON*
 8. *KIKHOPE*
 9. *SCHLÜTER*
 10. *THILIKANEN, PELTOMÄKI, KILJUNEN, VANHANEN, KORHONEN, HELLE*
 11. *DE VILLEPIN*
-

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 14, PARTIE II.

1. *DE VILLEPIN*
2. *KOHOUT*
3. *KAUFMANN*
4. *TEUFEL*
5. *DE VRIES ET DE BRUIJN*
6. *ROCHE*
7. *HJELM WALLÉN + 4 CONVENTIONNELS*
8. *WUERMELING*
9. *HAENEL*
10. *LEQUILLER*
11. *FLOCH*
12. *WUERMELING*
13. *CHABERT + 5 CONVENTIONNELS*
14. *HÜBNER*
15. *MUSCARDINI*
16. *MICHEL + 5 CONVENTIONNELS*
17. *FARNLEITNER*
18. *WUERMELING*
19. *AZEVEDO*
20. *QUEIRO*
21. *FISCHER*
22. *SANTER + 3 CONVENTIONNELS*
23. *VOGGENHUBBER + 2 CONVENTIONNELS*
24. *DUFF + 19 CONVENTIONNELS*
25. *MEYER*
26. *DUHAMEL + 9 CONVENTIONNELS*
27. *HEATHCOAT-AMORY*
28. *HAIN*
29. *KIRKHOPE*
30. *THE EARL OF STOCKTON*
31. *FINI*
- 32.
33. *LOPES ET LOBO ANTUNES*

- 34. *QUEIRÓ*
- 35. *LENNMARKER*
- 36. *BORRELL ET CARNERO*
- 37. *BROK + 2 CONVENTIONNELS*
- 38. *BELOHORSKÁ*
- 39. *WUERMELING*
- 40. *FISCHER*
- 41. *TEUFEL*
- 42. *SCHLÜTER*
- 43. *SANTER + 3 CONVENTIONNELS*
- 44. *WUERMELING*
- 45. *DUHAMEL + 9 CONVENTIONNELS*

LISTE DES AMENDEMENTS DE L'ARTICLE 15, PARTIE II

1. *KIRKHOPE*
2. *WUERMELING*
3. *MUSCARDINI*
4. *EARL OF STOCKTON*
5. *FARNLEITNER*
6. *HÜBNER*
7. *DE VILLEPIN*
8. *SANTER+ 3 CONVENTIONNELS*
9. *MICHEL+ 5 CONVENTIONNELS*
10. *VASTAGH*
11. *FIGEL*
12. *LOPES + LOBO ANTUNES*
13. *TEUFEL*
14. *KAUFMANN*
15. *ROCHE*
16. *SCHLÜTER*
17. *QUEIRO*
18. *HJELM-WALLEN+ 4 CONVENTIONNELS*
19. *HEATCOAT-AMORY*
20. *TAJANI*
21. *DUFF + 20 CONVENTIONNELS*
22. *FISCHER*
23. *DE VRIES + DE BRUIJN*
24. *TIILIKAINEN + 5 CONVENTIONNELS*
25. *HAIN + TOMLINSON*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 16, PARTIE II.

1. *KIRKHOPE*
2. *HEATHCOAT-AMORY*
3. *HAIN*
4. *SCHLÜTER*
5. *ROCHE*
6. *LOPES ET LOBO ANTUNES*
7. *FARNLEITNER*
8. *TEUFEL*
9. *TAJANI*
10. *SVENSSON*
11. *DE VRIES ET DE BRUIJN*
12. *CHABERT + 5 CONVENTIONNELS*
13. *WUERMELING*
14. *DE VILLEPIN*
15. *FISCHER*
16. *QUEIRÓ*
17. *HAENEL*
18. *WUERMELING*
19. *MICHEL + 5 CONVENTIONNELS*
20. *DUHAMEL + 9 CONVENTIONNELS*
21. *DUFF + 19 CONVENTIONNELS*
22. *HJELM-WALLÉN*
23. *KAUFMANN*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 17, PARTIE II.

1. *HJELM-WALLEN + 3 CONVENTIONNELS*

2. *WUERMELING*

3. *KIRKHOPE*

4. *LENNMAKER + SVENSSON*

5. *FINI*

6. *EARL OF STOCKTON*

7. *MUSCARDINI*

8. *DYBKJAER*

9. *FARNLEITNER*

10. *DE VILLEPIN*

11. *BADINTER*

12. *MICHEL + 5 CONVENTIONNELS*

13. *DE ROSSA*

14. *LOPES + LOBO ANTUNES*

15. *CAREY*

16. *TEUFEL*

17. *KAUFMANN*

18. *ROCHE*

19. *BERGER + EINEM*

20. *SCHLÜTER*

21. *VAN LANCKER*

22. *DUHAMEL + 8 CONVENTIONNELS*

23. *HEATHCOAT-AMORY*

24. *TAJANI*

25. *DUFF + 18 CONVENTIONNELS*

26. *VOGGENHUBER + 2 CONVENTIONNELS*

27. *FISCHER*

28. *DE VRIES*

29. *TIILIKAINEN + 5 CONVENTIONNELS*

30. *HAIN + TOMLINSON*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 18, PARTIE II.

1. *KIRKHOPE*
2. *EARL OF STOCKTON*
3. *FARNLEITNER*
4. *WUERMELING*
5. *MICHEL + 5 CONVENTIONNELS*
6. *ROCHE*
7. *SCHLÜTER*
8. *CHABERT + 5 CONVENTIONNELS*
9. *HEATCOAT-AMORY*
10. *TAJANI*
11. *DUFF + 19 CONVENTIONNELS*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 19, PARTIE II.

1. *KIRKHOPE*
2. *KVIST*
3. *ROCHE*
4. *LOPES ET LOBO ANTUNES*
5. *QUEIRÓ*
6. *SCHLÜTER*
7. *DE VRIES ET DE BRUIJN*
8. *TAJANI*
9. *HAIN*
10. *FARNLEITNER*
11. *DE VILLEPIN*
12. *MICHEL + 5 CONVENTIONNELS*
13. *KAUFMANN*
14. *HEATHCOAT-AMORY*
15. *TEUFEL*
16. *HJELM-WALLÉN ET LEKBERG*
17. *WUERMELING*
18. *FISCHER*
19. *BROK + 36 CONVENTIONNELS*
20. *FOGLER*
21. *FINI*
22. *MUSCARDINI*
23. *WUERMELING*
24. *KOHOUT*
25. *BERGER ET EINEM*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 20, PARTIE II.

1. HAIN
2. DE VRIES ET DE BRUIJN
3. ROCHE
4. SCHLÜTER
5. QUEIRÓ
6. WUERMELING
7. HJELM-WALLÉN + 4 CONVENTIONNELS
8. KIRKHOPE
9. FARNLEITNER
10. TAJANI
11. HEATHCOAT-AMORY
12. MUSCARDINI
13. FAYOT
14. HAENEL ET ATHANASIU
15. COSTA ET D'OLIVEIRA
16. DUFF + 19 CONVENTIONNELS
17. FLOCH
18. LEQUILLER
19. MICHEL + 5 CONVENTIONNELS
20. KAUFMANN
21. BROK + 32 CONVENTIONNELS
22. DE VILLEPIN
23. VOGGENHUBBER + 1 CONVENTIONNELS
24. TEUFEL
25. MEYER
26. FISCHER
27. WUERMELING
28. FOGLER
29. DUHAMEL + 9 CONVENTIONNELS
30. BORRELL + 2 CONVENTIONNELS
31. VASTAGH
32. LOPES ET LOBO ANTUNES

33. *BADINTER*

34. *KOHOUT*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 21, PARTIE II.

1. *KIRKHOPE*
2. *VASSILIOU*
3. *MUSCARDINI*
4. *FARNLEITNER*
5. *DE VILLEPIN*
6. *SANTER + 3 CONVENTIONNELS*
7. *MICHEL + 5 CONVENTIONNELS*
8. *VASTAGH*
9. *LOPES + LOBO ANTUNES*
10. *TEUFEL*
11. *KAUFMANN*
12. *DUHAMEL + 10 CONVENTIONNELS*
13. *ROCHE*
14. *QUEIRO*
15. *TIMMERMANS + 3 CONVENTIONNELS*
16. *HJELM-WALLEN + 4 CONVENTIONNELS*
17. *HEATCOAT-AMORY*
18. *DUFF + 16 CONVENTIONNELS*
19. *VOGGENHUBER + 2 CONVENTIONNELS*
20. *FISCHER*
21. *DE VRIES + DE BRUIJN*
22. *TIILIKAINEN + 5 CONVENTIONNELS*
23. *BORRELL + 2 CONVENTIONNELS*
24. *HAIN + TOMLINSON*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 22, PARTIE II.

1. *WUERMELING*
2. *KIRKHOPE*
3. *DE VILLEPIN*
4. *HAENEL + 2 CONVENTIONNELS*
5. *SANTER + 3 CONVENTIONNELS*
6. *FARNLEITNER*
7. *MICHEL + 5 CONVENTIONNELS*
8. *AZEVEDO + PEREIRA*
9. *FINI*
10. *COSTA + D'OLIVEIRA MARTINS*
11. *EARL OF STOCKTON*
12. *LOPES + LOBO ANTUNES*
13. *BROK + 32 CONVENTIONNELS*
14. *TEUFEL*
15. *KAUFMANN*
16. *ROCHE*
17. *BERGER + EINEM*
18. *QUEIRO*
19. *CHABERT + 5 CONVENTIONNELS*
20. *WITTBRODT + FOGLER*
21. *HJELM-WALLEN + 5 CONVENTIONNELS*
22. *HEATCOAT-AMORY*
23. *DUFF + 19 CONVENTIONNELS*

24. DE VRIES + DE BRUIJN

25. FISCHER

26. VOGGENHUBER + 2 CONVENTIONNELS

27. TIILIKAINEN + 5 CONVENTIONNELS

28. HAIN + TOMLINSON

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 23, PARTIE II.

1. *FINI*
2. *BORRELL + 2 CONVENTIONNELS*
3. *VASTAGH*
4. *SANTER + 3 CONVENTIONNELS*
5. *STOCKTON*
6. *MICHEL + 5 CONVENTIONNELS*
7. *KIRKHOPE*
8. *FARNLEITNER*
9. *TEUFEL*
10. *KAUFMANN*
11. *DUHAMEL + 9 CONVENTIONNELS*
12. *HEATCOAT-AMORY*
13. *DUFF + 17 CONVENTIONNELS*
14. *FISCHER*
15. *DE VRIES + DE BRUIJN*
16. *MUSCARDINI*
17. *HAIN + TOMLINSON*